

China Analysis

Les Nouvelles de Chine

No. 13 mars - avril 2007

AVANT PROPOS	1
POLITIQUE INTÉRIEURE	2
1. Commémorer Deng et critiquer la « gauche »	2
2. Les droits des paysans, la clé de voûte du développement des campagnes	3
3. La culture institutionnelle selon Wen Jiabao	5
4. Huang Ju à nouveau à la une	6
ÉCONOMIE	9
5. L'emploi, priorité et défi de taille pour le gouvernement chinois	9
6. Le coefficient de Gini peut-il refléter les réalités chinoises ?	10
7. Qui a peur du grand krach boursier ?	13
POLITIQUE EXTÉRIEURE	16
8. Pourquoi les États-Unis ont-ils cédé sur le dossier nord-coréen ? ...	16
9. La Russie dans le miroir des Occidentaux.	17
10. La voie de la puissance	19
PRESSE TAIWANAISE	21
11. Une politique active de « désinisation »	21
12. La guerre des princes reprend : le Kuomintang face au spectre de la division	24

Bulletin électronique d'Asia Centre – Centre études Asie sur la Chine, **China Analysis – Les Nouvelles de Chine** est dirigé par François Godement et Michal Meidan et commente l'actualité chinoise sur les thèmes politiques, économiques et de relations internationales. **China Analysis – Les Nouvelles de Chine** s'appuie essentiellement sur la presse en mandarin avec pour objectif de présenter le point de vue de la RPC sur les questions internationales et du monde chinois.

www.centreasia.org

AVANT PROPOS

Au 4 juin 2007, dix-huit ans après les événements de Tian'anmen, le sujet reste tabou, mais les événements sont bien présents dans l'esprit des dirigeants chinois. La préparation du 17^e CC qui aura lieu en octobre 2007 s'accompagne d'articles et d'analyses dans la presse présentant Hu Jintao et Wen Jiabao comme les héritiers de la voie économique et politique de Deng Xiaoping. Voulant certes une rectification des effets néfastes de la croissance rapide, le tandem Hu-Wen se soucie aussi de la préservation du statu quo interne, en octroyant à Zeng Qinghong, associé à la « faction de Shanghai », un rôle essentiel dans la préparation du 17^e congrès. Or, la disparition, le 2 juin, de Huang Ju, membre du bureau politique et autre allié de Jiang Zemin, pourrait donner à Hu Jintao la possibilité de nommer un fidèle aux plus hauts échelons du pouvoir politique.

Dans ce contexte, les changements de personnel effectués par Hu Jintao, aux Affaires étrangères, au ministère des Sciences et Technologies et au ministère des Ressources naturelles, six mois avant le congrès du Parti, date traditionnelle des changements de personnel, suscitent des interrogations. Mais les jeux de factions et d'idéologies n'empêchent pas la reconnaissance fréquemment exprimée du besoin d'unifier le pays autour d'une direction politique et d'une promesse de réformes.

À l'ordre du jour, la lutte contre la corruption et un pouvoir plus à l'écoute de la population, notamment en milieu rural. Cependant, les dirigeants semblent être difficilement à même de regagner le contrôle de la situation. Les manifestations se multiplient, soit à la suite d'une campagne de reconduction de la politique de l'enfant unique à Bobai, dans le Guangxi, ou avec une protestation contre la construction d'une usine chimique à Xiamen.

Sur le plan international, l'importance de la Chine se fait sentir, entraînant un nombre croissant de défis : si le mini-krach boursier récent a clairement placé la Chine au sein des flux financiers mondiaux et a fait preuve de l'influence croissante du pays, l'influence du géant chinois devient aussi l'objet de critiques internationales. Celles-ci visent aussi bien la position de Pékin dans le génocide au Soudan ou la contribution chinoise en termes d'émission de gaz à effets de serre. Prise en tenailles entre ses objectifs diplomatiques et ses objectifs économiques, la Chine se voit contrainte de faire des concessions, rhétoriques tout au moins, avec l'envoi de troupes au Soudan et l'annonce d'un « plan d'action » pour lutter contre le réchauffement climatique, en préparation du sommet du G-8. Cette responsabilisation croissante du géant chinois se manifeste dans son rôle dans les pourparlers à Six sur la Corée, mais l'image de puissance responsable et l'attitude à adopter face aux critiques internationales restent l'objet de débats internes.

François Godement et Michal Meidan

1. Commémorer Deng et critiquer la « gauche »

Synthèse commentée de Michel Meidan d'après :

- Yuan Weishi¹, « Saisir les opportunités historiques ; se doter d'un courage et de l'ingénuité, promouvoir le processus de réforme », *Nanfang dushi bao*, 29 janvier 2007, page éditoriale.
- Article non attribué, « la Chine reste sur la voie de la réforme et de l'ouverture », *Xinhua*, 19 février 2007.

Deux commémorations ont été mises en exergue en janvier et février 2007 : celle du décès de Deng Xiaoping intervenu le 19 février 1997, mais aussi sa célèbre « tournée vers le Sud » de Deng, qui avait relancé l'ouverture économique après les événements de Tian'anmen.

Dans un contexte politique mouvementé en préparation du 17^e Congrès du PCC, à l'automne cette année, l'héritage politique et économique de Deng Xiaoping est ainsi invoqué par des partisans d'une poursuite vigoureuse des réformes, en réaction à certains « éléments de gauche » du gouvernement. Hu Jintao et Wen Jiabao se positionnent clairement en réformateurs « dengistes ». Une série d'articles parue dans la presse officielle replace le tandem dans la continuité d'un héritage libéral, à la fois économique et politique, tout en affichant une volonté de rectifier les problèmes, et principalement celui de l'inégalité croissante des revenus qui est la plus importante conséquence non voulue du programme de Deng Xiaoping.

La presse officielle louange ainsi les acquis économiques des réformes de Deng, et aborde de façon plus circonspecte la réforme politique. Elle, s'attache toutefois aussi à ses succès, notamment la succession politique stable et réussie entre la troisième et

1 . Yuan Weishi est professeur d'histoire à l'université Sun Yatsen, à Guangzhou. Il est l'auteur d'un article, paru le 24 janvier 2006 dans le magazine *Freezing Point (Bingdian)*, un supplément du *Quotidien de la Jeunesse*, critiquant ouvertement le Parti communiste chinois (PCC) à propos de sa présentation de la guerre des Boxers dans les manuels d'histoire. Le magazine avait été fermé à la suite de cet article.

quatrième génération, la promulgation de lois et de règlements nouveaux, et surtout, la lutte contre la corruption.

Yuan Weishi va plus loin dans son analyse. Les louanges à Deng Xiaoping ne sont pas moindres que celles de l'agence de presse officielle, *Xinhua*, mais elles servent ici d'argument pour plaider contre un virage à gauche.

L'auteur controversé se sert de l'héritage de Deng, avec maintes citations de ses travaux, afin de plaider la poursuite des réformes économiques, la participation à l'OMC et l'intégration de la Chine dans la mondialisation : « aucune solution économique ne nécessite l'abandon de cette voie ». Selon lui, la peur de la mondialisation et de la libéralisation accrue des marchés émane du sentiment que celles-ci puissent mettre en péril la sécurité nationale, ou conduire à une nouvelle colonisation de la Chine, cette fois-ci par le capital étranger. La réponse, plaide l'auteur, ne passe pas par des voies « non pacifiques », et de fait, la poursuite de l'intégration de la Chine dans les flux mondiaux rendrait ces craintes insignifiantes.

Le monde contemporain, poursuit-il dans son raisonnement, est bâti sur des fondations économiques et sur la maximisation des profits, mais la tradition de lutte [référence à la notion maoïste selon laquelle tout progrès émane d'un processus de lutte] et de sentiment victimaire de la Chine par des puissances impériales ne peut plus guider le pays. Certes, certains États interviennent dans la vie économique, mais ceci ne change pas le caractère fondamentalement commercial des interactions internationales.

Deuxièmement, certains en Chine sont incapables de se démarquer du modèle soviétique qui a « été une tragédie politique, économique, culturelle et idéologique ». Ce qui mène ces personnes à privilégier la planification économique au détriment des marchés, la gestion directe des entreprises et le monopole des marchés. De plus, « [Ces personnes] spolient le travail académique et [portent atteinte à] la liberté de pensée et de parole ».

L'auteur dénonce également l'intervention de la politique dans les choix économiques, la Chine aurait, selon lui, manqué trop d'opportunités historiques, il ne faudrait pas en laisser passer d'autres, avertit-il, faisant

écho ainsi aux propos du Premier ministre, Wen Jiabao².

Mais le plus grand défi à relever reste, selon lui, celui du gouvernement par la loi. La corruption, un marché anarchique, les écarts de revenus et une faible capacité à l'innovation, telles sont les quatre grandes questions qui vont déterminer l'avenir de la Chine. Il appelle donc à la poursuite de la réforme constitutionnelle du pays. Les principes du gouvernement par la loi ont été intégrés à la Constitution du pays, et les dirigeants se sont exprimés concernant l'importance de cette réforme. Néanmoins, elle tarde à se réaliser même si les « citoyens » sont de plus en plus conscients de leurs droits et libertés³, sollicitant davantage le soutien d'avocats ou des médias. « Les organisations civiles se développent et donnent une voix aux victimes des injustices », mais le système doit intégrer la protection de ces droits, faute de quoi, il reste impuissant.

L'éditorial de Yuan Weishi, un an après la fermeture de *Bingdian*, cible principalement les départements de la propagande, responsables de la fermeture du supplément du journal et de l'interdiction de la publication de huit ouvrages⁴ qui passent en revue des événements historiques et sociaux de l'histoire contemporaine de la Chine. La critique de l'auteur reste, prudemment, limitée aux thèmes de débats qui font la une de la presse chinoise de façon plus consensuelle. Ses propos interviennent toutefois dans un contexte de transformations politiques et de débats à l'intérieur de la Chine quant à la limite des réformes à suivre.

En dépit de cet éditorial critique et d'une tendance à revendiquer une libéralisation croissante, Hu Jintao semble poursuivre une ligne de réforme graduelle, et surtout consensuelle⁵. Les promotions à la tête des provinces et aux nouveaux postes ministériels traduisent l'équilibre auquel il souhaite arriver avec les autres factions.

² Voir « La Culture institutionnelle selon Wen Jiabao » dans ce même numéro

³ Voir l'ouvrage récent de Kevin O'Brien et Lianjiang Li, *Rightful resistance in rural China*, Cambridge University Press, 2006.

⁴ "Eight books banned in crackdown on dissent", *South China Morning Post*, 19 janvier 2007

⁵ Willy Wo-Lap Lam, "Striving for Balance: Assessing Recent Municipal and Provincial Leadership Changes", *China Brief*, vol. 7, no. 2, 18 avril 2007

L'article de Yuan Weishi, tout en étant critique, emploie pour ce faire une terminologie politiquement correcte, mais reste une manifestation patente des débats qui occupent l'intelligentsia chinoise.

2. Les droits des paysans, la clé de voûte du développement des campagnes

Il ne fait aucune plus doute que la question paysanne est revenue au sommet des priorités politiques du pays. L'urgence de la situation rappelle la nécessité éprouvée, lors du lancement des réformes et de l'ouverture du pays, à revigorer la campagne, négligée au profit du secteur urbain. Or, les trois dernières livraisons de *China Analysis* font état du débat qu'évoque ce sujet, d'une part, du nombre croissant des défis : politiques, juridiques, macroéconomique, et, d'autre part, des attermolements quant à une solution à ce problème. Les difficultés sont-elles dues à la représentation sociale et politique des paysans ? Aux carences du système juridique et du droit à la terre ? Au système de subventions ?

Ces questions sont, certes, étroitement liées, mais les explications diverses qu'offrent les analystes, quant au problème et aux voies de sa solution et la liberté toute relative de l'expression à ce sujet, démontrent bel et bien le désarroi du gouvernement face à cette situation.

Synthèse commentée de Valérie Demeure-Vallée, d'après : – Qiu Feng, « L'élément-clé du développement des campagnes est la protection des droits civils. », 21 *Shiji Jingji Baodao*, 27 mars 2007.

Le 29 janvier 2007, le gouvernement chinois a rendu public son Document n°1 pour 2007 sur le thème des « trois questions agricoles » (三农 *san nong*)⁶. Lors de la conférence de presse qui a suivi, Chen Xiwen, responsable du groupe de travail sur les campagnes au sein du gouvernement central, s'est exprimé sur les mouvements de protestation dans les campagnes, principalement liés aux problèmes de réquisitions des terres (土地征占问题 *tudi zhengzhan wenti*). Une situation,

⁶. Les campagnes, les paysans et l'agriculture.

qui, pour le journaliste Qiu Feng, montre qu'un développement réussi des campagnes ne pourra se faire sans la garantie réelle de droits aux paysans.

Chen Xiwen reconnaît que les réquisitions de terres sont très souvent à l'origine des pétitions (上访 *shangfang*), dans lesquelles les paysans expriment leurs doléances, et des incidents de groupes au sein des campagnes, qui ne cessent d'augmenter depuis le milieu des années 1990.

Selon lui, les gouvernements locaux sont directement responsables de cette situation. Ils se comportent en véritables propriétaires des terres et n'hésitent pas à utiliser leur pouvoir de contrainte (强制性的权 *qiangzhixing de quanli*) pour procéder à des réquisitions de terres, afin d'attirer les investisseurs industriels et de développer les villes. Louer la terre à des industries leur permet de s'enrichir, puisqu'ils perçoivent, outre les taxes foncières, des taxes industrielles. Aucune distinction n'est donc opérée entre le foncier à usage public et le foncier à usage commercial lorsqu'ils procèdent aux expropriations⁷.

Le gouvernement a adopté diverses mesures politiques pour remédier à cette situation. En 2004, le Conseil des affaires d'Etat a publié un Document n°28, qui prévoit de revaloriser les normes d'indemnisation pour les paysans en cas d'expropriation, d'octroyer divers services et, en particulier, des formations aux « paysans dépourvus de terre » (失土农民 *shitu nongmin*), pour qu'ils puissent se reconverter, et de les faire bénéficier du système de protection sociale, habituellement réservé aux paysans qui exploitent des terres.

Le Conseil des affaires d'Etat a en outre publié un Document n°31, au mois d'août 2006, selon lequel tous les revenus en argent issus de la vente des terres (土地出让金的收入 *tudichurangjin de shouru*) doivent être mis en réserve et incorporés aux budgets et aux finances des autorités locales, afin de garantir les indemnités, les dépenses de formation et de sécurité sociale aux paysans désormais sans terre. Ce document indique également que les terrains utilisés par les industries ne doivent pas être vendus au rabais, mais doivent se soumettre

⁷. Sur ce point voir également F. Gipouloux, *La Chine du 21^e siècle, une nouvelle superpuissance ?*, Ed. Armand Colin, p. 65

au système des appels d'offre (招拍挂制度 *zhaopaigua zhidu*).

En pratique, cependant, ces politiques protectrices sont peu appliquées en raison des carences du système institutionnel et juridique actuel.

Sur le plan institutionnel, bien que les villages soient en théorie des « organisations autonomes », les bourgs et les gouvernements des municipalités de districts (县市 *xianshi*) interviennent à leur guise dans les affaires collectives du village, y compris en matière d'expropriations.

De plus, les collectivités rurales (农民集体 *nongmin jiti*), qui sont théoriquement les seules propriétaires des terres rurales, n'ont en réalité aucun recours juridique ou administratif efficace pour faire valoir leurs droits sur la terre.

Enfin, les droits des paysans sur la terre sont incomplets, car s'ils ont le droit d'utiliser le sol ou de le sous-louer, ils n'ont pas le droit d'en disposer⁸.

Ainsi, les gouvernements des municipalités de districts imposent leurs propres règles d'expulsion et d'indemnisation à des paysans dépourvus de leur bien, qui n'ont d'autre recours que les pétitions, en l'absence de recours judiciaire ou administratif

Dans ce contexte social tendu, le journaliste Qiu Feng regrette que les mesures adoptées par le gouvernement ne soient que des mesures de réparation (补救 *bujiu*). Il déplore que ces mesures ne règlent pas le problème à la source et qu'elles demeurent, en outre, inappliquées. Pour lui, le gouvernement doit réformer le système actuel, définir et garantir les droits des paysans, notamment leurs droits sur la terre, et concilier deux logiques différentes, celles du bien-être (福利逻辑 *fuli luoji*) et celle des droits (权利逻辑 *quanli luoji*).

La protection des droits des paysans doit, selon lui, être une condition préalable à toute logique de bien-être et de développement.

Une meilleure protection de leurs droits privés serait effectivement bénéfique, si elle sanctionnait les autorités locales en cas de dispositions illégales des terres cultivées (ventes, réquisitions, etc.), ainsi qu'en cas de non-paiement ou de sous-évaluation des compensations financières accordées aux paysans dont les terres sont occupées. De

⁸. Ibid.

telles sanctions contraindraient aussi les gouvernements locaux à mieux respecter les paysans et permettraient *a fortiori* d'apaiser les tensions sociales au sein des campagnes.

3. La culture institutionnelle selon Wen Jiabao

Synthèse commentée de Michal Meidan d'après :

- Wen Jiabao, « Quelques questions concernant les tâches historiques aux étapes initiales du socialisme et des questions internationales », *Quotidien du Peuple*, 27 février 2007, p. 2.
- Yang Peng, « Développer la Chine par le biais de la culture, se servir de la culture pour informer le monde », *Nanfang Zhoumo*, 1^{er} mars 2007.

Quelques jours avant l'ouverture de la séance annuelle de l'Assemblée nationale populaire, Wen Jiabao publie un article dans le *Quotidien du Peuple* dans lequel il présente sa vision pour l'avenir économique, et surtout politique, de la réforme chinoise.

L'article intitulé « Quelques questions concernant les tâches historiques aux étapes initiales du socialisme et des questions internationales⁹ » décrit brièvement les acquis de la réforme économique du pays, la hausse des niveaux de vie et l'éradication partielle de la pauvreté, mais s'attache plus particulièrement à l'annonce des défis ainsi qu'à la question de la poursuite de la réforme politique. L'article a donné le ton pour la conférence de presse réunie à l'issue de la session de l'Assemblée nationale populaire. Le Premier ministre s'est en effet déclaré inquiet de la situation économique « déséquilibrée, incoordonnée, instable et insoutenable ».

Comme s'il voulait préparer la suite de son mandat de Premier ministre, Wen passe brièvement en revue les acquis de son gouvernement et choisit de privilégier l'annonce d'un programme pour les cinq ans à venir, exposant ses objectifs pour la vie

9. Cet article n'a pas été traduit en anglais ni relayé dans les versions anglaises de *Xinhua*, *China Daily*, etc. Cependant, au moment de la conférence de presse réunie à la clôture de l'ANP, une question a été posée par le correspondant de *Le Monde* au Premier ministre à ce sujet. Josephine Ma, « Wen's view suggests no early plans for change », *South China Morning Post*, 17 mars 2007.

économique et politique du pays, destiné aussi bien au peuple chinois qu'aux cadres du Parti.

Autour de la parution de son article, la presse s'est engagée à mettre un accent particulier sur les modes d'élaboration du programme de travail économique¹⁰, sur l'association de différents groupes (académiques, experts et cadres non issus du Parti) et sur l'importance de la prise de connaissance des textes par la population : « Si les masses ne se sentent pas concernées par le rapport du gouvernement à l'Assemblée nationale populaire, et s'ils ne veulent pas en débattre, ne présentent pas leur avis, et n'offrent pas leurs idées, alors le rapport sera un échec. »

Bien que les « forces productives sociales » soient plus développées que dans le passé, la Chine reste un pays fortement peuplé, avec des déséquilibres structurels entre milieux urbain et rural et entre provinces. La situation fondamentale des « forces productives sous-développées » n'a pas été résolue. Si certaines tâches restent à accomplir dans le domaine économique, cette réforme structurelle devrait s'accompagner d'une réforme politique. Or, c'est ici que Wen Jiabao oriente son discours à la fois pour les cadres du Parti et pour les réformateurs des milieux académiques et politiques¹¹, car il poursuit dans son article en énumérant les succès des réformes politiques et légales, mais maintient que, en Chine, la « structure de l'économie socialiste du marché est imparfaite, la démocratie et le système légal ne disposent pas d'une base assez forte. Des problèmes persistent dans le domaine de l'injustice sociale, la corruption et un système socialiste insuffisamment mûr ». Pour ces raisons, conclut le Premier ministre, « la Chine n'a pas encore émergé des étapes initiales du socialisme et reste un pays en développement ».

Vu le nombre croissant d'intellectuels appelant à une réforme politique, Wen Jiabao prend une position prudente au sujet de la réforme politique. En attribuant les dérapages des injustices sociales et de la corruption à « l'imperfection et à l'immaturation » du système socialiste actuel, il assure aux conservateurs que le Parti n'abandonne pas la voie du socialisme, tout en avertissant les

10. Voir aussi les livraisons précédentes de *China Analysis*.

11. Voir l'article de Yuan Weishi, dans ce numéro.

réformateurs que les progrès de la réforme politique ne pourraient qu'être modérés.

Ce qui n'exclut pas, pour Wen, de poursuivre la voie de la réforme politique. Selon lui, la puissance internationale ne réside pas dans la force militaire, mais dans le « niveau culturel », qui est évalué par la « culture institutionnelle » (制度文明). Ce terme reste vague, mais pourrait comprendre « la démocratie, le système légal, la liberté, les droits de l'homme », qui ne sont pas « le monopole du capitalisme ». Pour la Chine il s'agirait essentiellement de devenir, « dans les conditions d'un régime socialiste, une démocratie gouvernée par la loi ».

4. Huang Ju à nouveau à la une

Les spéculations concernant les changements dans l'équipe dirigeante et ses implications pour la faction de Shanghai ne tarissent pas. L'absence de Huang Ju de la séance de l'Assemblée nationale populaire a été remarquée dans la presse et a nourri l'hypothèse selon laquelle il serait une des cibles de la lutte contre la corruption et fortement impliqué dans l'affaire de Chen Liangyu (voir les précédentes livraisons de *China Analysis*).

Des publications récentes font état d'une dégradation de son état de santé (accompagnées d'une annonce de son décès, démenti aussitôt par le gouvernement chinois), mais maintiennent qu'elle est la seule raison à sa disparition de la scène politique, une estimation partagée par l'article ci-après. La purge de Jia Qinglin et de Huang Ju n'aurait donc pas lieu, mais leur départ serait attendu à l'occasion du 17^e CC.

En attendant, Wu Yi prendrait les fonctions de Huang Ju en tant que Vice-Premier exécutif (qui remplace le Président à l'occasion de ses déplacements à l'étranger). Quant aux dossiers financiers, dont la gestion par Huang Ju l'aurait impliqué dans des affaires de corruption, ils auraient été transférés sous la tutelle du Premier ministre Wen.

Ainsi, Hu Jintao ne risquerait pas une bataille politique autour du destin de Huang Ju, mais serait toutefois déjà en train de marquer son terrain par le biais de changement de personnel à la tête du gouvernement, avec le remplacement des ministres des Affaires

Étrangères, des Sciences et Technologies et des Ressources en eau. Les remaniements du Parti attendent le mois d'octobre.

- Ding Wang, « Huang Ju to Step Down in Due Course Due to Age Limit », *Hsin Pao (Hong Kong Economic Journal)*, 18 avril 2007

The Chen Liangyu case is still under investigation. Rumours have been raging about its "domino effect." According to these rumours, Huang Ju and Jia Qinglin are being investigated and will soon be "ousted." Foreign media have given prominent coverage to reports by so-called authoritative sources in Zhongnanhai, claiming that these two people will certainly be ousted. There is nothing authoritative about this kind of insider information, just as there was nothing authoritative about claims back in the winter of 2002 about the "arrival of the Hu Jintao era."

There are no signs in the political circles in Beijing that Jia Qinglin, a member of the standing committee of the Politburo under the CCP Central Committee (and chairman of the CPPCC) and Huang Ju, another member of the standing committee of the Politburo, will be removed from office. They are still going about their normal activities. Huang Ju has been undergoing treatment for cancer and has cut back on his schedule of public meetings. Nevertheless, the official media continue to publish his speeches and instructions regularly in an attempt to dispel rumours that his ouster is imminent.

Judging from the power structure at the top echelons in Beijing, from the age limit for the transfer of power, from the rules of the game for the 17th CCP National Congress, and from the anti-corruption strategy of Hu Jintao and Wen Jiabao, Hu Jintao and Wen Jiabao will not make Huang Ju and Jia Qinglin the targets of their anti-corruption drive at the present stage. It is not likely that Huang Ju and Jia Qinglin will get embroiled in the Chen Liangyu case (in the case of Huang Ju) or the Yuan Hua case (Jia Qinglin).

In the winter of 2002, Huang Ju became a member of the standing committee of the 16th Politburo under the CCP Central Committee, behind Hu Jintao, Wu Bangguo, Wen Jiabao, Jia Qinglin, and Zeng Qinghong but ahead of Wu Guanzheng, Li Changchun,

and Luo Gan. In March 2003 he was named executive vice-premier. Previously he was a long-time official in Shanghai, having served as secretary of the Shanghai Municipal CCP Committee (from 1994 to 2002) and as mayor (1991 to 1994). He earned the nickname "Jiang Zemin's confidante," with whom he has closer political ties than with Chen Liangyu.

Huang Ju held positions in Shanghai continuously for almost four decades. He is a representative of the new Shanghai faction, along with Wu Bangguo, Zeng Qinghong, Chen Zhili, and Chen Liangyu. The new Shanghai faction refers to those among General Secretary Jiang Zemin's confidantes who have a strong Shanghai background and were promoted by him during his mayoral era in the mid and late 1980s. The old Shanghai faction refers to those who ran Shanghai in the late 1970s and early 1980s and revolved around Chen Guodong, Wu Lijiao, and Wang Daohan. Although Zhu Rongji had served as Shanghai mayor and secretary of the Shanghai Municipal CCP Committee, he has his own thinking and style that set him apart. There was a saying in the political circles that Zhu Rongji and Jiang Zemin do not belong in the same school, which is why this column does not treat Zhu Rongji and his confidantes such as Xu Kuangdi, Lou Jiwei, and Zhou Ruiquan as part of the new Shanghai faction.

Huang Ju boasts a wealth of Shanghai experiences, including experiences in managing an industry and running a large city. He came from a prestigious university (Qinghua), is highly trained in a profession, and has impeccable Shanghai credentials. However, he lacks experience outside of Shanghai and has never held a ministerial position or vice-premiership. The changing of the guard at the State Council in 2003 catapulted him all the way to the executive vice-premiership, which stirred up a controversy in the political community. Consequently, he obtained the second smallest number of votes during NPC balloting, topping only Chen Zhili.

As a matter of convention, you have to be a vice-premier first before you can become executive vice-premier. This is true for Huang Ju's predecessors including Li Lanqing, Zhu Rongji, Yao Yilin, and Wan Li. Thanks to his good connections, Huang Ju ascended to the executive vice-premiership in one leap. In the State Council, Huang Ju was in charge of industry, transportation, state-owned

enterprises, labour and insurance, finance, production safety, and informatization. The first four portfolios fell within the turf of his predecessor Wu Bangguo, while finance used to be part of the jurisdiction of Wen Jiabao.

Not Making Too Many Enemies

There has been a rash of coal-mine accidents and large transportation incidents in recent years. Corruption has been rampant and corrupt officials have caused the loss of a huge amount of state-owned assets. There have been several major corruption cases involving the banks. From the administrative accountability perspective, Huang Ju's performance as supervisor and manager has been called into question.

The afore-mentioned "controversies" are realities in the Beijing political circles, not an opinion being advanced by this column. The conclusion of our research is that although there is much whispering going on about Huang Ju, he will step down in due course during the great power reshuffle that will take place at the 17th CCP National Congress to be held in the coming winter, instead of being "ousted." (...)

Huang Ju has been stricken with an incurable disease for years and may not necessarily survive. For humanitarian reasons, it is unlikely that Hu Jintao would go after Huang Ju as part of the investigation into the Chen Liangyu and Zhou Zhengyi cases just as Huang Ju is battling a terminable disease. Besides, Huang Ju is not necessarily directly involved in the cases. Should Hu Jintao make a move now, just when Huang Ju is hanging on to life by a thread, he would come across as a cold hearted person, which was exactly what Mao Zedong did in his old age when he tormented the ailing Zhou Enlai. (...)

Hu Jintao is absolutely not as naive as the rumours make him out to be. If his series of speeches and his vision of building a harmonious society are any guide, he will probably let Huang Ju remain in his position until the 17th CCP National Congress, thus heading off any direct conflict. This is the best option, free from any risk or political cost. Hu Jintao likely has the political wisdom to wait it out for another six months.

Judging from the present power structure, Hu Jintao and Wen Jiabao do not really have things their way all the time. Sometimes they

can be as helpless as ordinary mortals. To quote the Book of Odes, "One would like to set out early, unfortunately there is too much dew, making the trip difficult."

The helplessness of Hu Jintao and Wen Jiabao springs from the lingering phenomenon of wielding power from behind the scenes. Their hands are tied in many ways and it is difficult for them to make a move. They launched the Shanghai campaign to investigate Chen Liangyu only after they had gathered full evidence, won the support of the standing committee of the Politburo, and obtained the blessing of the former top leaders. After the Shanghai campaign, they continue to frequently invoke Jiang Zemin's name to lend legitimacy to their actions. It is almost as if they were treading on thin ice.

In a situation like this, it is natural for a politician to behave with restraint. There is a popular saying in Beijing: "Reduce the scope of the attack." This saying is the strategy of Hu Jintao, Wen Jiabao, and Wu Guanzheng as they battle corruption.

Wen Jiabao has an acute sense of crisis. Hu Jintao has a knack for minimizing the risk by using a combination of the carrot and the stick. The book Zuo Zhuan makes references to "acting without thinking" and "hitting out without assessing one's own strength." That will not happen.

5. L'emploi, priorité et défi de taille pour le gouvernement chinois

Synthèse commentée de Valérie Demeure-Vallée, d'après :
– Xiao Ming, « Le fossé entre l'offre et la demande de main-d'œuvre concerne dix millions de personnes, il existe un espoir de mise en place d'un comité de la promotion de l'emploi », *21 Shiji Jingji Baodao*, 27 mars 2007.
– Li Shi, « Mise en garde contre les déplacements de main d'œuvre brutaux », *Caijing*, 19 février 2007.
– Cha Fang, « Les défis du tournant de Lewis », *Caijing*, 4 mars 2007.

Le 26 février, les membres permanents de l'Assemblée nationale populaire ont examiné le projet de « loi sur la promotion de l'emploi » (*jiuye zujinfa 就业促进法*). Avec la question paysanne, l'emploi est désormais un sujet prioritaire pour le gouvernement chinois. En effet, ce dernier doit faire face à une modification structurelle du marché, qui se traduit, sur le plan social, par une augmentation massive du chômage¹² et des problèmes de gestion de la main-d'œuvre sur le long terme.

Selon les chiffres officiels le taux de chômage urbain pour l'année 2006 est de 4,1 %. Le chômage est dû notamment aux fermetures des entreprises d'État, aux démobilisations de soldats, aux démissions d'ouvriers qualifiés mécontents de leurs conditions de travail, aux expropriations de paysans, ou encore, à l'arrivée sur le marché du travail de jeunes diplômés d'université en surnombre. La situation devrait encore s'aggraver dans les années à venir, selon Tian Chenping, ministre du Travail et de la Sécurité sociale.

Lors de la présentation du projet de loi sur la promotion de l'emploi, Tian Chenping estimait en effet que d'ici 2010, seulement 40 millions d'emplois seraient à pourvoir dans les agglomérations urbaines, alors que la main-d'œuvre disponible est évaluée à environ 50 millions de personnes pour cette

période. Ce sont donc 10 millions de chômeurs supplémentaires qui sont prévus d'ici 2010. À cela s'ajoutent des problèmes structurels : les entreprises traditionnelles peu performantes licencient ou suppriment des emplois en nombre, alors que l'offre de main-d'œuvre est supérieure à la demande dans les nouveaux secteurs d'activités (technologies et innovations). En effet, ces secteurs n'ont pas les mêmes exigences : ils recherchent des personnes qualifiées et dotées de compétences techniques.

Dans ce contexte difficile, l'actuel projet de loi prévoit d'interdire les discriminations à l'embauche pour cause d'appartenance ethnique, religieuse, sexuelle ou liées à l'âge. Les gouvernements locaux situés aux niveaux supérieurs des districts mettront sur pied un système d'alerte et de prévention (*yujing zhidu 预警制度*), afin de prévoir, de réguler et de contenir le chômage de masse. Le projet précise également que les structures collectives de service pour l'emploi (*gonggong jiuye fuwu jigou 公共就业服务机构*) mises en place par le gouvernement doivent offrir des services gratuits aux travailleurs. Enfin, le projet de loi envisage de construire un système d'emploi égalitaire pour les travailleurs des villes et des campagnes.

En revanche, le projet ne traite pas à proprement parler de la gestion de la main-d'œuvre. Actuellement, la main-d'œuvre chinoise, qui provient principalement des campagnes, reste excédentaire par rapport à la demande. Conformément aux théories de l'économiste Arthur Lewis¹³, la Chine étant encore dans un pays en développement, le surplus de main-d'œuvre issu des secteurs de l'économie dite « traditionnelle » (comme l'agriculture) sert de réservoir aux industries. Néanmoins, cette tendance va en s'estompant, jusqu'à s'inverser à terme. Les excédents de main-d'œuvre sont en train de diminuer, ce qui, pour Cha Fang, professeur à l'institut de gestion industrielle, commerciale et d'économie à l'université normale de Pékin, signifie que la Chine montre les premiers signaux du « tournant de Lewis ».

¹². Voir également sur ce point Frédérique Zingaro, « La Chine en proie à un chômage grandissant », www.aujourd'hui.lachine.com, 28 février 2007 et « La situation de l'emploi reste grave » (*Quotidien du Peuple*), www.frenchpeopledaily.com.cn, 2 mars 2007.

¹³ Spécialistes de l'économie du développement, Arthur Lewis et Theodore W. Schultz ont reçu le prix Nobel d'économie en 1979. L'article de sir Arthur Lewis, « Economic Development with Unlimited Supplies of Labour », en 1954, est un des articles fondateurs de l'économie du développement.

M. Cha explique que la croissance de la Chine a, jusqu'à présent, été soutenue par des taux d'épargne élevés, et surtout par une main-d'œuvre abondante et bon marché qui a permis aux entreprises de s'enrichir. Cependant, elle est en passe de devenir une économie développée, et connaîtra d'ici 2013 un vieillissement de sa population, qui touchera également la population active, ainsi qu'une diminution du taux de natalité (1,7 % actuellement). Une fois devenue un pays développé, la Chine devra donc jouer sur d'autres variables que celles qui soutiennent actuellement sa croissance, celle-ci devra alors être essentiellement soutenue par la productivité.

Pour changer le modèle de croissance, le professeur Cha préconise que les investisseurs et les entreprises créent un environnement dans lequel les facteurs de productions auront leurs pleines capacités et demande aux autorités de ne pas fausser les coûts des facteurs de production.

Il souhaite aussi éliminer les obstacles que rencontre la main-d'œuvre afin de retarder l'échéance d'une pénurie. Selon lui, dans les villes, il faut mettre en œuvre des politiques qui favorisent la création d'entreprises et l'amélioration des emplois, et renforcer la protection des travailleurs en situation irrégulière. Dans les campagnes, il recommande une réforme progressive du système de *hukou*, un assouplissement du « système de responsabilité ménagère » des paysans sur les terres, qui leur permettrait d'être plus mobiles, une meilleure éducation de base et une formation accrue de la main-d'œuvre qui part travailler à l'extérieur. Il préconise également de contenir les augmentations trop rapides de salaires pour maintenir la supériorité relative des industries intensives.

Enfin, plus généralement, la création de main-d'œuvre pour les prochaines années peut se faire par des politiques d'ajustement sur la natalité et sur l'âge des retraites.

Du plein emploi au chômage rampant, des surplus de main-d'œuvre à la pénurie, du développement à l'économie de marché, la Chine a encore devant elle des défis de taille pour concilier croissance économique et stabilité sociale.

6. Le coefficient de Gini peut-il refléter les réalités chinoises ?

Synthèse commentée de Thibaud Voïta d'après :

– He Ya : « L'indice de Gini : histoire et explication de l'histoire des villes et des campagnes », *Zhongguo Guoqing Guoli*, avril 2007.

En 2000, l'indice de Gini¹⁴, en Chine, a franchi le seuil considéré comme critique de 0,4 point pour ne plus redescendre en dessous. En 2006, les experts estimaient que l'indice avait atteint 0,46 point, l'écart entre les riches et les pauvres allant donc en s'aggravant. Ainsi, les 20 % des salaires chinois les plus bas ne reçoivent que 4,66 % du total des salaires nationaux, les 40 % des salaires les plus bas n'en reçoivent que 13,6 %.

Certes, la croissance chinoise étonne tout le reste de la planète, mais celle-ci n'est mesurée qu'en termes monétaires : si l'on regarde l'éducation, les questions sanitaires au sein des familles, la protection de l'environnement, l'alimentation et l'hygiène ; on observe d'importantes disparités entre les plus riches et les régions ou les populations les plus pauvres.

Évolution du coefficient de Gini en Chine depuis l'Ouverture

He Ya partage l'histoire des inégalités en Chine en quatre périodes depuis la fin des années 1970.

1. 1978-1984 : le début des réformes, l'augmentation des revenus dans les campagnes.

En 1978, après douze ans de Révolution culturelle, les autorités décident de lancer les réformes dans les campagnes. Les autorités commencent ainsi le démantèlement du système collectif et mettent en place le système de responsabilité, laissant aux populations rurales la possibilité de vendre leurs surplus. La production augmente alors rapidement. Les prix des engrais, des médicaments vendus dans les campagnes et

14. Le coefficient de Gini est l'une des normes internationales utilisées pour mesurer les inégalités. Il va de 0 (égalité parfaite) à 1 (inégalité parfaite : une personne détient toutes les richesses). Il est de 0,6 au Brésil ; de 0,35 aux États-Unis ; de 0,3 en France ; de 0,252 en Suède, etc.

des machines baissent, ce qui permet une augmentation des profits. En plus, on voit apparaître les entreprises de brigades et de communes (社队企业), qui deviennent à la faveur du décret n°4 de 1984 les fameuses TVE (*Township and village enterprises*, 乡镇企业), considérées par beaucoup comme responsables de la croissance chinoise des années 1980. Pendant cette période, les salaires urbains contrôlés augmentent de 6,6 % ; les salaires des ruraux de 16 %.

2. 1985-1994 : relance de la réforme et accélération dans les villes.

En 1984, on ne compte plus que 125 millions de pauvres dans les campagnes, contre 250 millions en 1978.

Mais la production rurale ne cesse d'augmenter pendant cette période, ce qui entraîne une chute des prix. En même temps, le fardeau fiscal ne cesse de s'alourdir. Après un âge d'or qui dure jusqu'en 1988, la situation commence à se détériorer. La concurrence se renforce, le marché est de plus en plus réglementé, ce qui a pour conséquence des différentiels dans les prix et les produits disponibles entre campagnes et villes. En plus, la gestion des TVE se dégrade, ce qui freine leur développement. Des déséquilibres offre/demande se créent, des problèmes d'inflation apparaissent. Le gouvernement réagit en prenant des mesures pour améliorer la gouvernance des entreprises, ce qui ralentit encore le développement des TVE. Conséquence, les emplois non agricoles deviennent plus difficiles à trouver.

En revanche, les villes prennent de l'ampleur et attirent les investissements, l'économie et les emplois non étatiques se développent. Les salaires ne cessent d'augmenter dans les villes. Dans les campagnes, non seulement les revenus peinent à augmenter, mais en plus la main d'œuvre, la production et les investissements se déplacent vers les villes. Les réformes de l'éducation, de la sécurité sociale, du système de santé ne profitent pas au monde rural, qui, en plus, se voit accablé de taxes en tous genres.

En 1994, pour la première fois, l'indice de Gini passe la barre de 0,4 pour atteindre 0,4008.

3. 1995-1999 : la réforme avance progressivement, l'agriculture relève la tête.

En 1994 et en 1995, les prix à la vente des produits agricoles augmentent respectivement de 39,9 % et de 19,9 % et la

production agricole est stimulée par plusieurs années successives de bonnes récoltes. La réglementation de la circulation entre la campagne et la ville est relâchée, les industries à forte densité de main d'œuvre du sud-est et du long de la côte se développent et attirent la main d'œuvre rurale excédentaire : c'est la « marée des *mingong* » (民工潮) ou encore « la marée des petits boulots » (打工潮). En 1996, 130,27 millions de ruraux exercent des activités non agricoles. Le salaire des activités non agricoles représente 34,2 % du revenu agricole.

En même temps, dans les villes, la réforme des *State Owned Enterprises* (SOE), les « entreprises d'État », ne cesse de s'accélérer, laissant de nombreuses personnes sans emploi (phénomène du 下岗职工). Mais la plupart des salaires urbains augmentent de manière continue, de 28 % à 68 % selon les secteurs.

Dans le même temps, les autorités se concentrent sur le problème des campagnes. Reste que les villes connaissent une croissance plus rapide que les campagnes. Les différences entre les salaires augmentent. Pendant cette période, l'indice de Gini tombe au plus faible à 0,3706 (1997) ; en 1999, il est à 0,3892.

4. 2000-2005 : approfondissement des réformes, accroissement des inégalités.

En 2000, le coefficient franchit la barre des 0,4. Certes, les salaires des ruraux continuent à augmenter, mais de manière très lente. En plus, la mécanisation de l'agriculture représente un coût important pour les ruraux. Enfin, les prix agricoles sont très instables. Depuis 2000, le gouvernement a pris plusieurs mesures visant entre autres à accélérer l'urbanisation du pays et à diminuer le fardeau fiscal des ruraux. Mais, comme le remarque He Ya, cela ne pourra pas permettre une augmentation des revenus.

L'une des principales difficultés reste que si les salaires augmentent, les frais divers (éducation, santé – les campagnes souffrant de l'absence d'un système de sécurité sociale) sont plus importants dans les campagnes que dans les villes. La gestion des « trois problèmes ruraux » (*sannong*, 三农, soit les questions sociales, politiques et économiques) reste difficile.

À noter que l'auteur n'évoque pas le programme d'édification des campagnes socialistes.

Tableau 1. Rapport population urbaine/population rurale (1978-2005).

Année	Ratio population urbaine/population rurale	Année	Ratio population urbaine/population rurale
1978	0.1792 : 0.8208	1994	0.2851 : 0.7149
1980	0.1939 : 0.8061	1995	0.2904 : 0.7096
1982	0.2110 : 0.7890	1996	0.3048 : 0.6952
1985	0.2371 : 0.7629	1997	0.3191 : 0.6809
1986	0.2452 : 0.7548	1998	0.3335 : 0.6665
1987	0.2532 : 0.7468	1999	0.3478 : 0.6522
1988	0.2581 : 0.7419	2000	0.3622 : 0.6378
1989	0.2621 : 0.7379	2001	0.3766 : 0.6234
1990	0.2641 : 0.7359	2002	0.3909 : 0.6091
1991	0.2694 : 0.7306	2003	0.4053 : 0.5947
1992	0.2746 : 0.7254	2004	0.4176 : 0.5824
1993	0.2799 : 0.7201	2005	0.4300 : 0.5700

Tableau 2. Le coefficient de Gini en Chine (1997-2005).

Année	Coefficient de Gini	Année	Coefficient de Gini
1997	0.3706	2002	0.4326
1998	0.3784	2003	0.4386
1999	0.3892	2004	0.4387
2000	0.4089	2005 ¹⁵	0.4494
2001	0.4031	2006	0.4601

Des raisons de s'inquiéter ?

Pourtant, d'après He Ya, ces évolutions ne sont pas inquiétantes, bien au contraire.

D'abord, la population chinoise ne perçoit paradoxalement pas la société comme inégalitaire : le coefficient de Gini ramené aux zones rurales reste faible, de même que celui des zones urbaines. Tout au plus sent-elle des limites dans ses possibilités d'ascension sociale.

He Ya cite le scénario catastrophe élaboré par certains économistes. C'est ce qu'elle

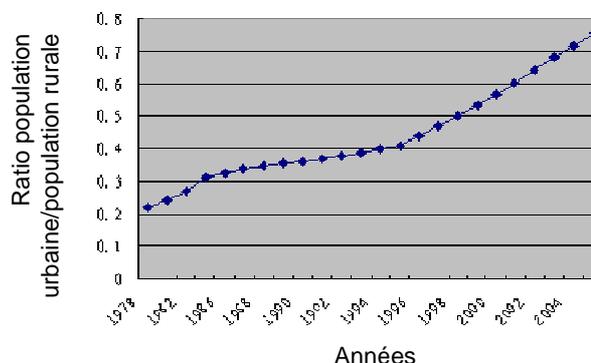
15. Estimations pour 2005 et 2006.

appelle « la sirène d'alarme » (红灯, littéralement « lumière rouge »). La croissance et le développement sont inégaux, les richesses sont concentrées dans les mains d'une minorité, en même temps que l'urbanisation continue à se développer. Les pauvres commencent alors à pulluler dans les villes, le chômage augmente, la croissance et le développement s'arrêtent, les problèmes sociaux s'aggravent, les différences de salaires augmentent encore, jusqu'à ce qu'une crise économique et sociale surgisse.

Pourtant, ces inquiétudes ne seraient pas justifiées. Le cycle vicieux ne risque pas de se produire, car au contraire un cycle vertueux s'est enclenché en Chine : depuis vingt ans, la croissance chinoise ne cesse de s'accélérer et est soutenue. En conséquence le niveau de vie de la population ne cesse d'augmenter, le système économique ne cesse de se réformer et l'urbanisation, la stabilité sociale et le marché de l'emploi connaissent tous trois un développement satisfaisant.

Le coefficient de Gini serait ainsi insuffisant pour rendre compte des évolutions sociales des campagnes. Le rapport entre population rurale et population urbaine est passé de 0.1792/0.8208 en 1978 à 0.4300/0.5700 en 2005. Autrement dit, la population urbaine est de plus en plus nombreuse. Ce mouvement est d'après elle profitable aux campagnes, puisqu'en 2005 le coefficient de Gini au sein du monde rural s'élevait à 0,3751, il était donc passé sous la barre des 0,4 points.

Évolution du rapport population urbaine/population rurale



He Ya parle donc d'une « socialisation des campagnes » (完成了由“农业人”向“社会人”的转变). Selon son raisonnement, parler d'un fossé croissant entre villes et campagnes masque de complexes dynamiques sociales

à l'œuvre. Ces dynamiques ont été en grande partie impulsées par les autorités. Sans elles, la situation serait bien pire à l'heure actuelle.

Enfin, ces chiffres refléteraient également l'état actuel des réformes encore inachevées. Les campagnes chinoises ne bénéficient pas encore de la justice et de l'équité (公平、公正) des réformes.

7. Qui a peur du grand krach boursier ?

Synthèse commentée de Thibaud Voïta, d'après :

- Xiao Yujun, « Le résultat de l'irrationalité des comportements de masse augmenter les mouvements du marché des titres », *Zhongguo Guoqing Guoli*, janvier 2007, pp. 20-23

- Divers articles du *Nangfang Daily* du 28 février 2007

- Liu Yi « Quelles capacités de séduction ont encore les actions publiques "grises" ? » et Hua Guanfa, « la nouvelle logique de l'après réforme des actions », *21 Century Herald*, 1^{er} mars 2007

- Hong Xuqing, Shi Hua, Long Changwang, Huang Cheng, Ren Jianmin, Liu Yupeng, Wang Yifeng, « L'influence de l'économie chinoise s'élargit : les raisons du mouvement boursier sont diverses et confuses », *Huanqiu Shibao*, 2 mars 2007

- « Discussion sur l'influence de la globalisation sur le marché A », *Zhongguo Jingji Zhoukan*, 12 mars 2007.

Le 27 février dernier, « le mardi noir », les deux Bourses de titre du continent, le Shanghai Stock Exchange (SSE) et le Shenzhen Stock Exchange (SZSE) ont connu des chutes historiques de respectivement 8,84 et 9,29 %.

Les Bourses chinoises étaient au plus bas depuis 2001, mais sont reparties à la hausse suite à une réforme entamée en 2005. La croissance fut telle que ces dernières semaines les autorités parlaient de plus en plus de bulle spéculative, et de la nécessité de calmer cette exubérance. La chute de fin février a été la plus importante en Chine, depuis la mort de Deng Xiaoping (1997). Même les rares valeurs sûres de la Bourse ont chuté : voir dans les secteurs de l'acier, de l'automobile, de la finance, du pétrole ; et les grosses entreprises telles que China Petroleum, Minsheng, Baogang ou encore Changjiang.

L'évolution des indices boursiers le 27 février 2007

SSE :

- Indice à l'ouverture : 3043.83 points
- point le plus élevé : 3049.77 points
- point le plus bas : 2763.40 points
- à la clôture : 2771.79 points
- une chute de 268,81 points, soit 8,84 %
- total des échanges 131,63 milliards de yuans

SZSE :

- indice à l'ouverture : 8620.86 points
- point le plus élevé : 8631.97 points
- point le plus bas : 7790.82 points
- à la clôture : 7790.82 points
- une chute de 797.88 points, soit 9.29 %
- total des échanges 68.71 milliards de yuans

En outre, et c'est certainement le plus important, pour la **première fois de son histoire, la chute des titres de la Chine continentale a entraîné dans son sillage celle des autres Bourses asiatiques**. Celles-ci semblent même pour l'instant avoir été touchées plus gravement que la Chine¹⁶. Pourtant, les actionnaires chinois ont recommencé à acheter des actions dès le 28 février¹⁷. Depuis, la Bourse chinoise a repris ses tendances *bullish* : les SSE et SZSE avaient connu un boom les 6 et 7 mars et l'indice du SSE espérait rapidement repasser le seuil symbolique des 3000 points, contre les 2700 et quelques points auquel il était redescendu lors du mardi noir¹⁸. Puis, le marché est tout récemment redescendu, suite à des mesures fiscales du gouvernement visant à réduire la spéculation¹⁹.

Cette analyse part principalement de trois séries d'articles : le premier vient du *Zhongguo Guoqing Guoli* et a été publié avant le krach. Déjà, il stigmatise les comportements des actionnaires comme irrationnels et dangereux. La deuxième série, parue dans le *Nangfang Daily* est une analyse à chaud du krach, avec des tentatives d'explications. Enfin, la troisième série, parue plus tardivement, évalue l'impact des réformes (pour le *21 Century Herald*) et surtout de la globalisation sur le fonctionnement des marchés boursiers chinois.

¹⁶ *International Herald Tribune*, 5 mars 2007.

¹⁷ *Ibid*, 28 février 2007.

¹⁸ *Nangfang Daily*, 9 mars 2007.

¹⁹ *Le Monde*, 05 juin 07.

Quelles causes du krach ?

Le *Nanfang Daily* rapportaient au lendemain du krach plusieurs interprétations possibles à cette chute. Ces interprétations viennent d'entretiens avec des spécialistes du marché.

- Un analyste de Xingyue Securities avance l'hypothèse de « l'**accident** » (偶发事件). Pour lui, l'accumulation de profits a fini par être trop importante, entraînant le marché à sa perte (利空).

- Pour d'autres analystes, il s'agit d'un **phénomène naturel** (自然现象). Les marchés boursiers ont connu une bonne croissance en 2006, il est normal que celle-ci ralentisse aujourd'hui. Les baisses respectives des places de Hong Kong, Taiwan et Singapour en sont des symptômes.
- Autre interprétation proche de celle-ci, le **réajustement** (正常调整) : le SSE en dépassant la barre des 3000 points, la pression sur les profits a commencé à être trop importante et la confiance dans les profits encore plus importants à venir a entraîné la nécessité d'un réajustement. Pour eux, il est nécessaire que le SSE oscille entre 2500 et 3000 points, le marché aurait donc encore dû baisser (au lieu de remonter depuis la parution de l'article analysé ici).
- D'autres analystes estiment que la raison du krach du 27 février est à chercher du côté des profits attendus par les différents investisseurs, qui étaient alors beaucoup trop importants. Ils définissent ce krach comme **une conséquence normale du marché bullish** (牛市常态).
- Enfin, une dernière interprétation consiste à voir en ce krach une volonté du gouvernement de ralentir une croissance trop exubérante pour bâtir un marché boursier sain : c'est l'hypothèse **du ralentissement volontaire** (调低预期). À noter que l'une des causes souvent avancée pour expliquer cette chute est la rumeur d'une intervention du gouvernement pour réduire les flux boursiers. On peut citer pour illustrer cette théorie les toutes récentes mesures fiscales visant à réduire la spéculation boursière.

Un marché toujours immature

Pourtant, la lecture d'un numéro de l'article de Xiao Jun, publié quelques semaines avant le krach (en janvier) semble apporter *ex ante* d'autres raisons à cette crise.

Il s'appuie sur la littérature universitaire traitant des comportements des investisseurs pour expliquer le fonctionnement de la Bourse chinoise. Parmi les travaux utilisés (et très imparfaitement cités), on relèvera ceux de Bikhchandani et Sharma (2000), Lakoshinok, Shleifer et Vishny (1992)²⁰, Scharfstein et Stein (1990). Xiao Jun s'y réfère pour insister sur les dangers des comportements de masse (appelés ici « 羊群行为 », soit une sorte d'équivalent de nos moutons de Panurge) des actionnaires chinois. Ces comportements ont deux caractéristiques : ils sont mus par des informations (des rumeurs serait-on tenté de dire, mais le terme n'est pas employé), sans attention portée à leur qualité (et donc à leur véracité). Comme les actionnaires ne peuvent vérifier ces informations, ils adoptent des comportements mimétiques, agissant de la même manière que les autres investisseurs. Les fonds d'investissements sont donc mus par la recherche du profit à court terme et ne bougent qu'en masse. Certes, ces comportements permettent d'accélérer les profits de la Bourse, mais ils entraînent également la formation de bulles²¹. Autre problème, les fonds d'investissements sont en situation de quasi-monopole sur la Bourse chinoise : voir les six entreprises Boshi, Southern Securities, Huaxia, Jiashi, Hu'an et Yifangda qui à elles seules rassemblent 40 % des actions détenues par des fonds.

Le problème reste donc, que, malgré les réformes entreprises ces derniers mois, le marché n'est toujours pas mûr, il reste grevé

²⁰ Bikhchandani et Sharma (2000) « Herd Behaviour in Financial Markets: a Review », *IMF Working Paper n°00/48* mars ; Lakoshinok, Shleifer et Vishny (1992) « The Impact of Institutional Trading on Stock Prices », *Journal of Financial Economics*, vol. 32, août, pp. 23-43, Scharfstein et Stein (1990), « Herd Behavior and Investment », *The American Economic Review*, juin.

²¹ Un article de David Barboza paru dans le *International Herald Tribune* du 27 février 2007 cite plusieurs exemples de ces comportements irrationnels : voir le cas des entreprises dont les actions grimpent sans cesse, malgré l'arrestation de leurs patrons pour fraudes.

par une liquidité encore insuffisante, des politiques peu cohérentes, des entreprises cotées souvent médiocres, des délits d'initiés encore nombreux, une faible retour sur investissements...

Un marché relié au reste du monde ?

Au-delà de ce manque de maturité de la Bourse chinoise, ce qui aura marqué beaucoup d'esprits chinois est le caractère international du krach du 27 février. C'est la première fois qu'une tempête boursière d'origine chinoise se sera répandue à d'autres places financières.

Pourtant, côté chinois, ce que la presse aura retenu n'est pas que la chute a eu pour origine les marchés du continent, mais bien son caractère international. Autrement dit, dans un retournement de situation, certains semblent presque accuser le reste du monde d'être responsable du krach chinois. Même le gouverneur de la banque centrale, le réformateur Zhou Xiaochuan l'affirme : la crise a pour cause la globalisation (球化致)²².

Le très respecté Shi Yinhong, de l'université du peuple (interviewé par le *Huangqiu Shibao*), souligne de son côté que le monde a les yeux rivés sur la croissance chinoise, ce qui crée une forte interdépendance. Quant à He Maochun de l'université Tsinghua, il considère la Chine comme une locomotive pour l'économie mondiale. Seuls les chercheurs de la Chinese Academy of Social Sciences viennent souligner le caractère disproportionné de cette interdépendance. Ils rappellent que la valeur du marché boursier chinois est de 1 000 milliards de dollars, soit environ 50 % du PIB. En revanche, la Bourse des États-Unis représente 130 % de leur PIB. Les Bourses du Japon, de l'Inde et de la Corée du Sud représentent, elles, 100 % des PIB de ces pays. Rapport qui descend à 70-80 % pour l'Asie du Sud-Est. Pour eux, il est donc nécessaire de relativiser l'influence de la Chine.

Et demain ?

Une question reste en suspens dans ces différents articles. L'idée générale qui prévaut

est que la Bourse chinoise reste immature, et que le krach du 27 février a donc constitué un réajustement souhaitable, certains allant jusqu'à soupçonner le gouvernement d'en avoir été la cause.

Pourtant, dès le lendemain, les investisseurs ont recommencé à acheter des actions, comme si de rien n'était. Avec, en filigrane, l'idée que les autorités ne laisseront pas une crise boursière ternir les Jeux olympiques de 2008²³. À l'heure actuelle, le marché boursier chinois reste imprévisible...

²² Dans le *Nanfangdou Shibao* du 13/03/07. Précisons cependant que cette entrée de la Chine dans la globalisation semble être utilisée comme un prétexte par le gouverneur, pour pousser les réformes : son idée est que les marchés chinois étant de plus en plus sensible aux secousses de la finance mondiale, il faut accélérer la modernisation du système.

²³ Selon les propos d'un investisseur rapportés dans le *IHT*, 28 février 2007.

8. Pourquoi les États-Unis ont-ils cédé sur le dossier nord-coréen ?

Synthèse commentée de Michal Meidan d'après :

- Yan Xuetong, « Pourquoi les États-Unis ont du faire des concessions sur la question nord-coréenne », *21 shiji jingji baodao*, 27 février 2007.

Yan Xuetong, analyste connu des relations internationales et cité souvent par la presse chinoise, offre ici son analyse des progrès affichés dans les négociations à six en février 2007, ainsi que les perspectives pour une normalisation entre les États-Unis et la Corée du Nord.

Les analyses chinoises sur le dossier nord-coréen restent souvent circonspectes²⁴, déviant rarement de la ligne officielle sur la question. Les commentaires du professeur Yan de l'université de Qinghua sont, de ce fait, également une forme de vulgarisation de la ligne officielle, la dernière analyse critique de la situation ayant abouti à la fermeture de la revue libérale *Zhanlue yu Guanli* (Strategy and Management).

Yan Xuetong ne s'attache pas à la question polémique de la motivation nord-coréenne ou de la position de Pékin, mais se limite à expliquer les facteurs qui ont rendu l'accord du 13 février possibles, dont, notamment, une modération de la position américaine et le rôle de la Chine. Il attribue en effet cet accord à « la sincère volonté des deux côtés de résoudre le problème et de faire des concessions », ainsi qu'au cadre offert par les négociations à six.

Yan Xuetong considère l'accord du 13 février, en filigrane, comme la victoire du modèle chinois, à savoir, le recours à l'outil diplomatique plutôt qu'aux moyens militaires, des actions progressives rendues possibles par un engagement mutuel des deux parties concernées (les États-Unis et la Corée du Nord). Cet accord n'a pas été le résultat d'un jeu de force mais d'une coopération, réitérant les fondements « gagnant-gagnant » si chers à la diplomatie chinoise. Les États-Unis ont fait une concession plus importante que la Corée du Nord en acceptant des pourparlers

24. Voir François Godement, « Ce que la Chine chuchote à propos de la Corée du Nord », *China Analysis* n°9, octobre 2006.

directs avec Pyongyang et en liant les négociations sur la levée de l'embargo à celles sur la dénucléarisation de la péninsule nord-coréenne. Ceci a été rendu possible aussi bien par les manœuvres chinoises que, surtout, par le pragmatisme américain : le borbier irakien, le dossier iranien et les élections à mi-mandat aux États-Unis ont tous forcé le président américain à vouloir faire des progrès sur le dossier nord-coréen.

Toutefois, pour Yan, le rôle de la Chine reste sous-estimé : « La Chine a soutenu la politique américaine, et la coopération sino-américaine a commencé avec les premiers efforts chinois pour relancer les négociations à six », mais, poursuit-il, « il y a une méconnaissance fondamentale concernant le rôle qu'a joué la Chine pour initier ce dialogue et sur sa contribution directe à la résolution de cette question. » Comme en réponse à d'autres hypothèses formulées par des experts des relations internationales en Chine, il maintient de façon quasi virulente la contribution majeure de la Chine, qui n'aurait, de toute façon, pas pu « nuire à l'image du pays », même si aucun accord n'était conclu à l'issue des négociations à six. Or, de façon presque contradictoire, cette éventualité semble pour lui peu probable, car les intérêts des États-Unis et de la Chine se recoupent sur cette question. Qui plus est, les deux pays disposent d'une « importante marge de manœuvre dans leur coopération bilatérale » sur ce dossier.

Yan Xuetong passe ensuite en revue les perspectives de la situation dans la péninsule nord-coréenne suite à cet accord. Il estime qu'il aura sans doute un effet stabilisateur à court terme, mais n'espère pas voir une normalisation entre les États-Unis et la Corée du Nord aussi rapidement. L'accord souffrant potentiellement des mêmes problèmes que les accords de Genève de 1994, l'épreuve reste dans la mise en œuvre des textes. Il est donc encore tôt pour parler d'un accord historique dans l'histoire de la péninsule, d'autant plus que la mise en œuvre risque d'être retardée par la majorité démocrate au Congrès américain. Un discours méfiant à l'égard de la Corée du Nord et de sa volonté d'abandonner le programme nucléaire a été exprimé aussitôt par l'ambassadeur américain à l'ONU, John Bolton (qui a été remplacé par la suite), faisant état des doutes qui règnent à l'intérieur des États-Unis concernant la sincérité de Pyongyang. Ainsi, tant qu'il n'y aura pas de signes clairs que la Corée du Nord abandonne son programme,

la menace militaire persiste et une normalisation entre les deux pays demeure difficile.

La création d'un nouveau mécanisme sécuritaire dans la région reste aussi dépendante de la mise en application des textes, car la solution la mieux adaptée à la réalisation des objectifs de dénucléarisation ne pourra être décidée qu'après les premiers pas effectifs. De toute façon, Yan estime que beaucoup dépend des États-Unis et de la Chine, la différence majeure entre l'accord de 1994 et l'accord actuel étant l'implication active de la Chine.

L'article de Yan Xuetong est donc principalement consacré aux louanges du rôle chinois et à une mise en avant, parfois un peu défensive, de la contribution de Pékin, mais, dans son analyse de la situation, il reste assez vague quant à sa vision de la position nord-coréenne et de l'influence que la Chine pourrait exercer sur Pyongyang.

9. La Russie dans le miroir des Occidentaux.

Synthèse commentée de Michaïl Andreï d'après :
– Chang Zhe, Ou Hong²⁵, Li Yongqun²⁶, « La théorie de la menace russe relève la tête en Occident », *Huanqiu Shibao*, 9 février 2007.

Coécrit par trois journalistes du *Huanqiu Shibao*, cet article au titre bien choisi pour attirer l'œil²⁷, dresse un panorama des images de la Russie dans la presse occidentale²⁸ et de leur récente dégradation. Pour simpliste que le procédé puisse paraître, à se limiter ainsi à une floraison de gros titres, il va cependant plus loin que le seul effet de juxtaposition et fait des médias occidentaux un miroir tendu à la diplomatie russe. La question se pose donc naturellement de ce

²⁵ Correspondant spécial aux États-Unis.

²⁶ Correspondant spécial en Belgique

²⁷ Puisqu'il évoque bien sûr la « théorie de la menace chinoise », dénoncée avec une ardeur constante par les médias chinois comme une émanation des cercles néoconservateurs à Washington. On doit d'ailleurs souligner la permanence des guillemets qui en encadre la moindre mention. On s'abstiendra ici de ces guillemets

²⁸ Notamment le *Times*, *News Weekly*, le *Financial Times*, le *New York Times*, la BBC, la *Gazeta russe*, *Die Welt*, *Der Tagespiel*

qui serait transposable à la « théorie de la menace chinoise ».

Russie et Occident.

Le déficit de sympathie dont souffre « à nouveau » la Russie dans les pays occidentaux est d'emblée posé dans la perspective d'une lutte entre médias des deux bords. Que l'article explore essentiellement cette dimension est souligné par les termes utilisés (« illusion », « image », et jusqu'à l'évocation du « subconscient occidental » 在西方潜意识中). L'apparition de cette idée de menace russe est aussi précisément datée (« depuis 2006 »), qu'est floue sa caractérisation (elle prend « diverses formes »). Pour les trois auteurs, il semble d'ailleurs que son caractère imaginaire dispense d'en dresser un catalogue, et ses avatars sont disséminés tout au long du texte. Pour les synthétiser brièvement, ces « parti pris²⁹ » occidentaux font des Russes des « espions du Kremlin », des « bandits parvenus » (暴富的强盗), « racistes et xénophobes », vivant « sous le joug d'un tyran » bafouant les droits de l'homme, tenté par le fascisme, et disposant, grâce à l'arme du pétrole et à sa puissance militaire, d'un fort « potentiel de despotisme dans l'espace politique européen » (专横跋扈作用的潜力), bref, un État corrompu, totalitaire, et pétri d'ambitions impérialistes féroces.

La chronologie établit explicitement que cette réapparition des figures obligées de la guerre froide date de l'année dernière, après que se sont dissipées les illusions nées de la chute du mur de Berlin, lorsque les Occidentaux « s'imaginaient que la Russie – en rejoignant les États démocratiques –, allait cesser de représenter une menace pour eux³⁰ ». C'est donc le « redécollage » (重新崛起), qui, en « transformant du jour au lendemain la Russie d'homme malade de l'Europe en homme fort de l'Europe » (从欧洲病夫变成了欧洲巨人), a provoqué le retour de la théorie

²⁹ Ce terme de 成见, qui signifie aussi « préjugé », semble systématiquement associé à l'expression de « théorie de la menace... », et souligne son caractère subjectif. On pourrait l'opposer à celui de « préoccupation de sécurité ».

³⁰ On ne sait plus trop, du coup, si, pour les trois auteurs, c'est en espérant en 1991, ou en désespérant maintenant de la Russie, que les Occidentaux se trompent

de la menace russe dans un Occident qui n'aime rien tant qu'une Russie faible, mais tenue.

Mais les trois auteurs, s'échappant de la logique spéculaire qui pousse les médias russes à s'opposer point par point à cette image déliquescence colportée par l'Occident, prennent un virage rhétorique remarquable³¹, en faisant remarquer que cette image, toute « irrecevable » (不以为然) qu'elle soit, tend un miroir aux politiques, qui peuvent, par le biais d'une « diplomatie ouverte et réactive », s'appuyer sur elle, afin d'en corriger les effets. Et c'est ce que le pouvoir russe leur semble faire, en « opposant des démentis », en « faisant preuve d'initiative pour bonifier son image internationale », en usant « d'armes non coercitives » telles que « sa communauté d'histoire ou de culture », avec ses marges, pour y retrouver son influence perdue. Ainsi, le président russe lui-même n'hésite pas à répondre au feu roulant des questions de la presse occidentale ou à signer un article dans le *Financial Times* : à lire les trois journalistes, on est vite amené à se demander laquelle, de la diplomatie ou de l'image extérieure, doit être pour eux au service de l'autre.

Et la Chine ?

La question des conclusions à en tirer par la Chine elle-même se pose, bien sûr, tout au long de la lecture de l'article, du fait du parallélisme du titre avec la « théorie de la menace chinoise ». En effet, les trois auteurs ne se contentent pas d'un simple relevé des méfiances occidentales. Après tout, il y aurait là pour la Chine matière à se réjouir d'une diversion russe bénéfique pour son propre développement pacifique.

La prudence dont ils ne se départissent pas, en choisissant des exemples non transposables à la Chine (l'arme du pétrole, l'affaire Litvinenko), ne suffit donc pas à écarter toute tentation de comparaison. Par une partie du contenu qu'ils lui donnent (droits de l'homme, relations avec les États voyous), la « théorie de la menace russe » se

³¹ C'est d'ailleurs la seule occurrence de l'expression *théorie de la menace russe* dépourvue de guillemets : « À un degré ou à un autre, la théorie de la menace russe offre à la Russie un miroir où elle peut s'ajuster », comme si, brusquement déçue de sa catégorie hors-texte, elle gagnait enfin en contenu. Ces propos, émanant d'un « ami russe », constituent, avec un autre point de vue exposé plus loin sur les « lobbies émigrés », les deux seules sources à n'être pas attribuées à un média

rapproche d'ailleurs de celle de la « menace chinoise ». De même est-il difficile de ne pas faire le rapprochement lorsqu'on lit que la Russie, « si elle veut mener à bien le processus de renaissance de sa puissance doit gérer au mieux les difficultés stratégiques auxquelles elle fait face ».

Dans cette perspective, l'insistance sur la réactivité russe devant les attaques médiatiques occidentales, quant à « des faits avérés ou non », ne peut manquer de rappeler (par exemple) les déboires de la communication institutionnelle chinoise au sujet du tir antisatellite du 11 janvier dernier³². En dernier lieu, l'idée d'une certaine solidarité entre nations stigmatisées et le « parti pris » (pour user du même vocabulaire) des auteurs en faveur de la Russie transparaissent encore dans quelques remarques annexes :

- Les Européens leur semblent animés de mauvaises intentions tout autant qu'ils ont des appréhensions vis-à-vis d'un président russe auquel ils tendent des « traquenards » (鸿门宴)³³.
- Reprenant les termes d'une autre source anonyme, les auteurs expliquent que les « lobbies d'émigrés russes » ont un « rôle directeur » auprès des médias occidentaux, et confondent dans une même critique l'URSS et la Russie actuelle³⁴.
- Enfin, *in cauda venenum*, la responsabilité de l'attitude menaçante de la Russie est, dans les toutes dernières lignes, imputée en partie aux États-Unis, puisqu'elle « s'inspire, à un certain degré, de la stratégie diplomatique américaine, en usant de la manière forte pour consolider sa zone d'influence ».

³² Lorsque, une semaine après le tir, l'information avait paru dans la presse occidentale, deux ministères l'avaient d'abord démentie, avant d'avouer leur ignorance et de reconnaître, trois jours plus tard, la réalité de l'événement, mais en demandant à chacun de ne pas en tirer de conclusion négative sur les visées exclusivement pacifiques du développement chinois.

³³ En l'espèce, il s'agissait d'une concertation des États membres avant une négociation euro-russe, ce qui semble tout de même assez naturel. Ce terme évoque la méfiance chinoise vis-à-vis du bilatéralisme avec une organisation régionale, déjà relevée dans le cas de l'ASEAN

³⁴ Mais le flou dans lequel ils tiennent eux-mêmes les dissidents d'hier et les critiques d'aujourd'hui ne vaut guère mieux, sans doute, que cette confusion entre des Russies successives

Serait-ce une perche tendue pour l'élaboration conjointe d'une « théorie de la menace américaine » ?

10. La voie de la puissance

Synthèse commentée de Michal Meidan d'après :

- Kong Hangbin³⁵, « Que le monde craigne la Chine n'est pas une mauvaise chose », *Huanqiu Shibao*, 16 mars 2007.

Dans cet article, Kong Hangbin, professeur à la prestigieuse université de Pékin, évoque l'image du pays et l'importance des perceptions pour l'émergence d'un pays. Dans un discours bien plus modéré que ne le laisse entendre son titre, il fait écho aux propos de Wen Jiabao³⁶ et à une série d'articles parus concernant la « culture internationale », le rôle de la Chine sur la scène internationale et l'image du pays en tant que facteur de puissance³⁷.

Certes, la croissance économique de la Chine attire un intérêt croissant, l'émergence de la Chine fait craindre une expansion à l'étranger ; le développement économique suscite des inquiétudes quant au chômage dans les pays développés, l'augmentation du budget militaire fait craindre une atteinte à la paix mondiale. Aux yeux de certains observateurs, tout ce que fait la Chine est plein d'incertitudes. Mais attirer une telle attention n'est pas forcément une mauvaise chose pour l'auteur, car cela veut dire que le statut et l'influence de la Chine sont inhabituels (非同寻常). L'auteur préconise donc d'analyser la situation et d'y réagir « correctement », l'appréhension des autres pouvant servir de moteur pour élever le statut du pays et accroître son influence. Or, en dépit de cette introduction, l'auteur tourne ses propos à l'intérieur des frontières du pays et à une vision assez libérale des interactions entre la Chine et le monde.

La Chine devrait, d'après lui, se demander comment elle peut modérer de façon efficace les appréhensions que suscite sa croissance, et, pour ce faire, il faudrait comprendre

35. Professeur de relations internationales à l'université de Pékin.

³⁶ Analysés également dans ce numéro

³⁷. Voir les livraisons précédentes de *China Analysis*, et aussi Zhang Wu, « Débat autour du rôle de la Chine dans l'économie mondiale », *Guoji Wenti yanjiu*, février 2007.

pourquoi cela arrive : est-ce une mauvaise intention ou une incompréhension des réalités? Qu'est-ce qui fait que la Chine suscite une telle méfiance ? C'est là que l'auteur, d'une façon assez inhabituelle pour ce genre de revue, expose ce qu'il considère être les faiblesses de la Chine, qui méritent une attention particulière :

Premièrement, la nature contrastée du développement de la Chine et notamment le déséquilibre entre régions, secteurs (rural et urbain), et entre réforme économique et politique. Le PIB national et le PIB par tête révèlent des écarts importants, de même que la richesse de certains milieux urbains est en contraste avec la pauvreté des villages lointains ; enfin, les écarts entre la direction politique, qui œuvre assidûment pour le peuple (勤政为民) et les officiers « impudents et avaricieux » (贪官), « entre la rhétorique (言词) et la réalité cruelle », méritent une attention particulière.

Deuxièmement, en vrai confucéen, l'auteur loue le succès relatif des objectifs « généraux et assez vagues », comme la « société harmonieuse » et le « monde harmonieux », mais dénonce les insuffisances dans les détails et sur les petites choses mondaines : le désordre sur les routes, le manque de respect des codes de conduite, la résolution de questions sans engagement, la pauvre qualité de la production chinoise, l'escroquerie. Si l'on ne regarde que l'équilibre final entre bien et mal, entre les grandes et les petites affaires, les petites choses mondaines deviennent secondaires et mineures, mais aux yeux d'un observateur externe, ces petites choses négatives peuvent revêtir une toute autre importance et influencer sur l'estime que l'on peut avoir pour ce pays. Une partie de l'appréhension internationale à l'égard de la Chine pourrait donc être due aux incertitudes liées aux problèmes du développement de la Chine ou « à la méprise de certains chinois pour les "détails" ».

Comment y réagir ? L'auteur prône une « attitude calme et modérée » car le point de vue externe sur les déséquilibres de la croissance chinoise peuvent servir de « miroir utile placé devant la Chine ou comme un médecin ». Et, en le voyant de la sorte, l'expression de cette appréhension peut être « d'une grande utilité, et il ne faut pas reprocher notre image à ceux qui nous montrent le miroir », notamment lorsque le

développement chinois est encore marqué d'insuffisances à certains égards.

« En tant que médecin », la vision externe n'est pas à écarter non plus, car elle peut permettre d'avertir contre ou de remédier à certains maux. Certes, il existe des « médecins mal intentionnés » ou des « médicaments empoisonnés » (有毒), mais la Chine aurait intérêt à écouter ces conseils avant de décider si elle veut adopter les recommandations formulées. De ce point de vue, les appréhensions des autres peuvent être bénéfiques pour la Chine.

Néanmoins, la Chine devrait tâcher de modérer les appréhensions à son égard : comment ? D'abord, il faut, selon l'auteur, poursuivre « de façon résolue et sans hésitation la voie de la réforme et de l'ouverture. Certes, le développement de la Chine comporte des points d'inquiétude qu'il faudra résoudre en cours de route, mais au fil du temps les incertitudes et les appréhensions vont s'affaiblir ». Tout au long des réformes, des observateurs ont annoncé la désintégration de la Chine, le chaos et la perte de contrôle, face à cela, « la Chine a fait preuve d'une grande capacité à gérer son développement et a ainsi pu apaiser le monde ».

Deuxièmement, certains déséquilibres sociaux en Chine seront difficiles à éliminer rapidement, et une action concertée sera nécessaire pour lutter contre certaines contradictions (« tel les contrastes entre rhétorique et réalité, la diligence au travail et les prérogatives spéciales »). « Parfois, des observateurs qui ont une certaine perspective voient plus clair que les Chinois ».

Enfin, « il faut cultiver les concepts moraux de la population », si la Chine rattrape les pays développés en termes de PIB et d'urbanisation, en termes de « respect des autres » et de moralité, les écarts ne cessent de croître. « Aux yeux des observateurs, ceci influe sur l'image du pays entier ».

Pour apaiser les appréhensions des autres, conclut-il, la Chine doit d'abord « s'examiner » et bien faire son travail, car « telle est la voie de la puissance ».

11. Une politique active de « désinisation »

Synthèse commentée de Mathieu Duchâtel à partir de :

« La nouvelle version des manuels d'histoire nous permet de retrouver le vrai visage de l'histoire de Taïwan », éditorial, *Ziyou Shibao* (Liberty Times), 1^{er} février 2007.

Chang Ching-wei, « La version modifiée des manuels d'histoire du lycée abandonne un mythe de manière neutre », *Xin Taïwan Xinwen Zhoukan*, n°567, 1^{er} février 2007.

Wang Yi-feng, « L'identité nationale, il faut en planter les graines à partir des manuels scolaires », *Xin Taïwan Xinwen Zhoukan*, n°567, 1^{er} février 2007.

« L'indépendantisme légaliste heurte un mur, l'indépendantisme psychologique s'enflamme », éditorial, *Lienhebao*, 2 février 2007.

Philip Yang Yung-ming, « Rectifier les noms à tout prix, c'est jouer sur la corde sensible », *Lienhebao*, 11 février 2007, p. 15.

Lin Huo-wang, « Chen Shui-bian rectifie les noms pour sauver sa peau après 2008 », *Lienhebao*, 12 février 2007, p. 15.

Depuis le début de l'année 2007, trois questions dominent la politique intérieure taïwanaise : les affaires de corruption, la sélection par les partis politiques de leur candidat aux présidentielles de 2008, et la campagne de désinisation (去中國化) orchestrée par les autorités de l'île. Cette dernière possède des dimensions stratégiques et idéologiques. Depuis la fondation du DPP, la désinisation représente l'une des revendications principales de l'aile la plus indépendantiste du parti. Pour ses défenseurs, elle représente l'aboutissement d'un effort légitime pour recentrer le régime de la République populaire de Chine sur Taïwan. Elle vise à corriger la sinisation forcée des Taïwanais par le Kuomintang et à libérer une identité nationale étouffée par un régime autoritaire attaché au mythe de la Grande Chine. Pour ses détracteurs, au contraire, cet effort de désinisation s'appuie sur des calculs populistes et sur une idéologie indépendantiste fondamentaliste. Elle aboutit à appauvrir la culture taïwanaise en la coupant de ses racines chinoises. Certains critiques vont jusqu'à affirmer qu'une désinisation complète aboutirait à un vide culturel total. Dans ce contexte de division profonde des élites, la réforme des manuels d'histoire annoncée en janvier 2007

par le ministre de l'Éducation, Tu Cheng-sheng³⁸, a provoqué, comme à chaque initiative politique du gouvernement DPP, une levée de boucliers de l'opposition et une salve d'applaudissements des forces politiques « protaïwanaises ». Ce débat houleux s'est encore amplifié lorsque le gouvernement a annoncé, début février, la reprise de sa politique de « rectification des noms » (正名) des entreprises d'État, consistant à remplacer, dans leur nom, la référence à la Chine par une référence à Taïwan. Dans sa version anglaise, la Chinese Petroleum Corporation (CPC) est devenue la CPC Taïwan. La China Shipbuilding Corporation s'appelle désormais la CSBC Taïwan. La Chunghwa Post Corporation (*Chunghwa* signifie « Chine ») a été renommée Taïwan Post Corporation³⁹. Dans les versions en langue chinoise, l'emploi du mot *Chine* a été complètement abandonné au profit de *Taïwan*⁴⁰. À la fin février, les autorités discutaient des modalités pratiques pour rebaptiser le Mémorial Tchang Kai-shek, l'une des attractions touristiques majeures de Taipei, en Mémorial de la démocratie taïwanaise⁴¹.

Cette synthèse s'appuie d'abord sur les commentaires de la presse pro-indépendantiste de l'île pour prendre la mesure du mouvement de construction nationale orchestré par le gouvernement DPP et la logique qui le gouverne. La « construction nationale » (*nation-building*) se distingue de la « construction étatique » (*state-building*). Tout en cherchant à

38. Né en 1948, le ministre de l'Éducation nationale est historien de formation. Il est spécialiste de l'histoire de la Chine antique. Chercheur à l'Academia Sinica jusqu'en 2000, il devient à partir de 1994 conseiller du ministère de l'Éducation. Il rédige pour Lee Teng-hui plusieurs discours, en particulier ceux relatifs aux événements du 28 février 1947. En 2000, il est nommé par Chen Shui-bian à la tête du musée national du Palais, un poste de rang ministériel. Il a déclaré s'y être consacré à la « dépolitisation » des collections de l'empire chinois. Il est nommé ministre de l'Éducation en 2004.

39. « State run firms begin name change », *Taipei Times*, 10 février 2007.

40. « Half-Baked Name Change, Taiwan », *Taipei Times*, 11 février 2007.

41. « Chang Kai-shek Memorial Hall Must Go : Chen », *China Post*, 27 février 2007. Le ministère de la Défense s'est engagé à enlever les statues de Chang Kai-shek des bâtiments militaires. En septembre 2006, l'aéroport international de Taïwan, l'aéroport Chang Kai-shek, avait été renommé « aéroport de Taoyuan ».

maintenir la stabilité dans le détroit de Formose, Chen Shui-bian et ses gouvernements successifs ont été extrêmement prudents quant à la construction étatique, tout en développant une énergie considérable pour « taïwaniser » la société taïwanaise, en considérant qu'il fallait pour cela la « désiniser ». Elle s'est attachée ensuite à recenser les critiques fustigeant cette politique de désinisation, à partir d'un éditorial et de deux articles d'opinion publiés par des universitaires de renom dans le quotidien d'opposition *Lienhebao*. De manière intéressante, si les trois textes sélectionnés ne sont pas dépourvus de cynisme ni de piques acérées contre Chen Shui-bian, ils semblent vouloir se prémunir contre une accusation d'anti-indépendantisme et tiennent tous à rappeler leur attachement à l'indépendance de la République populaire de Chine à Taïwan. Face à « deux Chines » ou à « Une Chine, une Taïwan », le principe d'une Chine défendu par Pékin ne séduit plus qu'une minorité silencieuse à Taïwan.

Les nouveaux manuels d'histoire utilisés au lycée à partir du deuxième semestre 2006-2007 sont passés à la moulinette du mouvement de rectification des noms, l'un des chevaux de bataille de l'aile la plus indépendantiste du DPP. Ainsi, Sun Yat-sen ne sera plus nommé le « Père de la Nation » (國父), mais Sun Yat-sen, ce qui selon l'opposition politique revient à délégitimer la République populaire de Chine. D'autre part, tous les qualificatifs employés traditionnellement en République populaire de Chine pour désigner la Chine continentale, « les communistes chinois » (中共), « notre pays » (本國), ou encore « le continent » (大陸), seront tous remplacés par « la Chine ». Les événements fondateurs ayant abouti au renversement de la dynastie Qing et à la fondation de la République populaire de Chine sont également visés, tels ceux de Wuchang, qui ne seront plus qualifiés de « rébellion de Wuchang » (起義), mais « d'insurrection de Wuchang » (起事), un terme volontairement plus neutre qui ne cherche plus, au contraire de l'expression précédente, à apporter une justification morale à la révolution contre la dynastie Qing. D'autre part, l'épisode de l'unification des Royaumes combattants par l'empereur Qin Shihuang en 221 av. J.-C. ne sera plus enseigné. La période d'occupation japonaise

(1895-1945) verra aussi un changement de qualificatif, avec l'abandon du terme d'« occupation » (日據), jugé trop négatif, et remplacé par celui d'« administration japonaise » (日治). Enfin, la quantité de cours consacrés à l'histoire chinoise sera une nouvelle fois diminuée. En réalité, cette « rectification des noms » dans les manuels d'histoire amplifie une réforme de plus grande envergure, qui à partir de 2004, a définitivement intégré la séparation entre l'histoire de Taïwan et l'histoire de Chine.

L'éditorialiste du *Liberty Times* accepte la critique d'un député d'opposition selon laquelle cette réforme est comparable à une « Révolution culturelle ». Il s'agit cependant selon lui d'une révolution culturelle fondée sur les valeurs démocratiques et sur la « taïwanitude », et destinée à rendre aux Taïwanais leur droit de voir le monde à partir de Taïwan, et non à travers le prisme d'un nationalisme chinois imposé par la force aux Taïwanais par le Kuomintang. Car pour l'éditorialiste, qui reprend un argument-clé des indépendantistes taïwanais, la société taïwanaise a connu plusieurs invasions : les Hollandais, les Espagnols, les loyalistes ming de Zeng Chenggong (Koxinga), l'empire chinois pendant la dynastie Qing, les Japonais, et enfin, les nationalistes de Chang Kai-shek. Selon cet argument, chaque envahisseur a apporté un ensemble de pratiques qui ont contribué à la formation d'une culture taïwanaise spécifique. De ce point de vue, la culture chinoise n'est qu'une composante parmi d'autres de la culture taïwanaise. Mais sous le régime autoritaire du Kuomintang, toutes les ressources du Parti-État étaient employées à « laver le cerveau » des Taïwanais en leur imposant une identité chinoise, en écrasant toutes les spécificités de la culture taïwanaise et en étouffant sa diversité. Ainsi, l'enseignement de l'histoire sous le Kuomintang ne reflétait pas seulement l'impérialisme culturel des Chinois, cette « puissance venue de l'extérieur » (外來政權), elle personnalisait la nature dictatoriale du régime d'occupation. Au contraire, la réforme des programmes d'histoire adoptée par le gouvernement DPP s'inscrit pleinement dans la démocratisation de l'île. Or, selon l'éditorialiste du *Liberty Times*, Chen Shui-bian possède un mandat pour mettre en œuvre cette réforme. Sa victoire aux présidentielles de 2000 et sa réélection en 2004 l'ont engagé à consolider l'entreprise de « taïwanisation » et à renforcer la « subjectivité taïwanaise ». Chen

est le président des Taïwanais. Dès lors, il est normal qu'il consacre leur droit à percevoir l'histoire de leur propre point de vue.

Le *Xin Taiwan Xinwen Zhoukan* s'emploie à répondre aux critiques selon lesquelles les manuels d'histoire ne sont que le reflet d'un projet idéologique et de l'intrusion de la politique dans l'éducation. Il appuie son argumentation sur une citation de Tu Cheng-sheng, qui saisit avec justesse l'ambiance qui règne dans la société taïwanaise : « Ceux qui pensent que ma réforme est portée par l'idéologie la jugent sous l'angle de leur propre idéologie subjective ». La thèse de l'hebdomadaire pro-indépendantiste repose sur l'argument selon lequel la rectification des noms ne doit pas se lire à travers le prisme du débat indépendance/unification, puisqu'il ne représente qu'un effort justifiable pour démanteler l'héritage du Kuomintang. Pour l'hebdomadaire, cette réforme est modérée, et il est encore discutable que l'histoire de Chine occupe dans les manuels scolaires taïwanais plus d'espace que celle du Japon, de la Corée, du Vietnam ou des autres États qui occupent l'espace régional de Taïwan...

Pour l'éditorialiste du *Lienhebao*, Chen Shui-bian, en promettant – lors de ses deux discours d'investiture en 2000 et en 2004 –, de ne pas déclarer l'indépendance, a déjà renoncé à la construction d'une république de Taïwan indépendante, et admis que c'était un objectif irréalisable. Dès lors, il a abandonné le projet de construction étatique et a renoncé à l'indépendance (*de jure* 法理台獨). Mais sur les fronts de la culture, de la société et de l'éducation, Chen Shui-bian porte haut le drapeau vert de ce que le *Lienhebao* appelle « l'indépendantisme psychologique » (心理台獨). Son objectif est, selon l'éditorialiste, de jouer sur la corde sensible en faisant croire et en feignant de croire qu'une déclaration d'indépendance est encore possible. La stratégie de Chen consiste à provoquer une onde de choc sur la société taïwanaise, à profiter du fracas qu'elle provoque pour cacher son absence de résultats concrets et à recueillir les votes de citoyens en état de choc.

Pour l'éditorialiste, il y a deux sens à l'idée d'indépendance de Taïwan. Le premier consiste à s'opposer à la République populaire de Chine. Le second désigne

l'effort pour renverser la République populaire de Chine. S'il s'agit de refuser l'annexion par le régime communiste, la politique de désinisation n'a aucun sens. Dans sa résolution pour l'avenir de Taïwan, passée par le comité exécutif du DPP, en 1999, avant les présidentielles, le parti a révisé son projet historique de construction d'une république de Taïwan, en déclarant que « Taïwan est déjà un État indépendant et souverain, son nom est la République de Chine ». En reconnaissant la légitimité de la République de Chine, le DPP est devenu un parti indépendantiste au premier sens du terme. Et selon le *Lienhebao*, il a épousé en cela l'opinion majoritaire de la population taïwanaise, celle qui admet l'existence d'un État souverain sur chaque rive du détroit de Formose. Mais si le DPP revient à son projet de construction étatique et à son idéal de destruction de la République populaire de Chine, le scénario le plus probable est que sans la coquille de la République de Chine, Taïwan sera à la merci de la République Populaire de Chine. Selon le *Lienhebao*, le mouvement de désinisation est avant tout orchestré contre la République de Chine ; il amène les Taïwanais à mépriser leur propre État, et divise la société en traitant ceux qui se reconnaissent encore dans la République de Chine de « porcs chinois » (中國豬). Ainsi, en déployant une telle énergie contre la République de Chine, le seul effet obtenu par le DPP est d'affaiblir encore plus la position de Taïwan par rapport à la Chine, en lui opposant une société divisée, et, au fond, en relayant les efforts de Pékin pour accélérer l'élimination de la République populaire de Chine.

Philip Yang note que la vague de rectifications des noms des entreprises publiques a provoqué une réaction inhabituelle du département d'État américain, qui a déclaré ne pas soutenir « les mesures administratives prises par les autorités taïwanaises qui pourraient donner l'impression de changer le statut de Taïwan de manière unilatérale ou de se diriger vers l'indépendance »⁴². Pour l'universitaire, cette nouvelle initiative du DPP est bien moins idéologique que stratégique. Elle vise à mettre en place les conditions nécessaires à de bonnes performances électorales aux législatives de décembre, puis aux présidentielles, en 2008, en divisant pour régner et en faisant oublier l'absence totale de résultats de l'action publique depuis la

42. « US Criticizes Changes in Names of Taiwan's state companies », *AFP*, 10 février 2007.

réélection de Chen Shui-bian en 2004. Mais dans cette perspective, le DPP oublie que la désinisation pourrait provoquer une nouvelle crise dans le détroit de Formose. C'est dans cette perspective que Philip Yang propose une analyse du fonctionnement du triangle de sécurité à partir du cas des mesures de désinisation. Pour lui, la tendance à la stabilisation des relations entre les deux rives, ces deux dernières années, s'explique autant par la nouvelle stratégie de Hu Jintao⁴³ que par le rôle de double dissuasion et de maintien des équilibres politiques et militaires joué par Washington⁴⁴. Les déclarations américaines, motivées par la volonté de maintenir la stabilité dans les relations entre les deux rives, ont cherché à prévenir une réaction directe de la Chine contre la désinisation à Taïwan. Car l'histoire récente a montré que toute explosion de violence verbale chinoise contre Taïwan était contre-productive. En revanche, face aux réprimandes américaines, Cho Jung-tai, le secrétaire général du palais présidentiel, ne pouvait que tenter de clore le chapitre en déclarant que Taïwan s'opposait à toute ingérence étrangère dans ses affaires intérieures⁴⁵.

Troisième perspective critique, celle de Lin Huo-wang qui commence son analyse par dénoncer l'absence de dialogue social et les méthodes expéditives du gouvernement. Les changements de nom vont faire perdre des dizaines de millions de dollars de Taïwan aux entreprises concernées⁴⁶. Cet argent public n'aurait-il pas pu être dépensé pour améliorer l'environnement économique ou les prestations sociales ? La démarche du DPP est claire et n'a rien de nouveau ; dès le début 2007, le parti a voulu prendre l'initiative pour définir le thème sur lequel les prochaines élections se joueront. Par le passé, le DPP a employé cette stratégie à

43. « Les relations entre les deux rives, bilan en 2006 et perspectives », *China Analysis*, n°11/12, janvier 2007.

44. Philip Yang, « Doubly Dualistic Dilemma : US Strategy Towards China and Taiwan », *International Relations of the Asia-Pacific*, vol. 6, n°2, août 2006.

8. « Government Brushes off US Criticism », *Taipei Times*, 11 février 2007.

46. Par exemple, le coût estimé du changement de nom de la Poste dépasse 1,5 millions d'euros, mais Chen Shui-bian a justifié son action en estimant que les entreprises gagneraient en compétitivité sur le moyen terme, grâce à une meilleure visibilité, et qu'il était normal de « dépenser une somme modique pour les générations futures ».

maintes reprises, avec une efficacité bien supérieure à celle de ses opposants politiques, qui ont toujours échoué à placer la question de la croissance économique au cœur du débat électoral. La nouvelle vague de désinisation suggère que le DPP cherchera de nouveau à placer la question de l'identité nationale au cœur des prochaines joutes électorales. Cependant, avec la rectification des noms des entreprises publiques, le DPP a sélectionné une question sur laquelle, selon la totalité des sondages, une majorité de la population de l'île désapprouve l'action du gouvernement. Pour Lin Huo-wang, cela s'explique par le fait que la véritable motivation de Chen Shui-bian consiste à consolider la dépendance envers lui du candidat qui représentera le DPP lors des présidentielles, en 2008. Dans ces conditions, la préoccupation principale du chef de l'État serait d'éviter que son nom ne soit sali par l'affaire de corruption qui ne touche pour l'heure que son épouse, puisque la Constitution de la République de Chine prévoit l'immunité pénale du président en exercice pendant son mandat. Wu Shu-chen, pour des raisons de santé, a refusé à six reprises de se rendre aux audiences de la Cour. Selon Lin Huo-wang, le couple présidentiel cherche à gagner du temps. Dès lors, Chen Shui-bian veut s'imposer comme celui qui « fera » le prochain président de Taïwan, afin de bénéficier de la protection du prochain chef de l'État... Un raisonnement qui a le mérite de montrer la méfiance d'une partie des élites de l'île envers l'indépendance de la justice...

12. La guerre des princes reprend : le Kuomintang face au spectre de la division

Synthèse commentée d'Hubert Kilian à partir de :

- Lu Hui zhen : « Ma Ying jeu se durcit et Wang Jyn ping se force », *Xin-xin Wen (The Journalist)* 08-14 mars 2007, numéro 1044.
- Shu Zi-jiao : « Face à l'incapacité de Lien Chan d'obtenir la collaboration, Ma et Wang feront-ils exploser le Parti ? » *Xin Taiwan xinwen zhoukan (New Taiwan weekly)* 09-15 mars 2007, numéro 572.
- Qing Pei-jian. « Wang et Ma engagent la guerre, et Lien Chan s'y voit impliquer malgré lui » *Taiwan News*, 1er mars 2007, numéro 279.

La mise en examen au mois de février 2007 de Ma Ying-jeou dans l'affaire de

l'utilisation frauduleuse des fonds spéciaux de la mairie de Taipei⁴⁷ a ravivé les dissensions internes au sein du Kuomintang. La belle union de façade construite autour d'un Ma Ying-jeou sûr de son poids politique a volé en éclat pour faire place à ce qui apparaît aujourd'hui comme le deuxième acte de la guerre des princes à laquelle ce dernier et son rival, Wang Jyn-ping, s'étaient livrés, en juillet 2005, lors de l'élection primaire destinée à désigner le président du Parti⁴⁸. Il y a un mois, Ma Ying-jeou se voyait contraint d'abandonner la présidence du Parti, et, dans un mouvement stratégique très calculé, déclarait, lors de la même conférence de presse, sa candidature indépendante à l'élection présidentielle de 2008⁴⁹. Un acte qui ouvrait les hostilités avec Wang Jyn-ping, dont les ambitions présidentielles ne sont pas éteintes.

La presse taiwanaise a abondamment commenté la perspective d'une division du Kuomintang, les déboires politiques de Ma Ying-jeou, et les tentatives du président d'honneur Lien Chan d'intercession entre les deux ennemis pour sauvegarder l'union. Les trois articles ici retenus décrivent de manière plus ou moins partisane les stratégies respectives de Ma Ying-jeou et Wang Jyn-ping, examinent les rapports de force et font le pronostic de la division.

Pour le *Xinxin Wen*, traditionnellement proche du Kuomintang et dont l'article reste peu critique vis-à-vis de Ma Ying-jeou, la stratégie de ce dernier est très clairement déterminée et répond à un plan de bataille méthodique. Selon l'équipe de travail de Ma Ying-jeou citée par l'article, ramener le Kuomintang au pouvoir en 2008 est l'objectif ultime de Ma Ying-jeou. Dans cette perspective, ce dernier se doit de prévenir les candidatures dissidentes qui reproduiraient le scénario de la division qui avait coûté la victoire en 2000 et d'apparaître comme le leader naturel de l'opposition. Pour ce faire, trois lignes de front ont été ouvertes par les équipes de Ma Ying-jeou : la première ligne de front se situerait sur le plan

judiciaire et viserait à mieux communiquer sur le dossier des fonds spéciaux de la mairie de Taipei, afin de faire comprendre à l'opinion publique que Ma Ying-jeou a été victime d'un système destiné à le tuer (制度殺人 *zhidu sharen*). La deuxième ligne de front passe par le Kuomintang. Malgré la démission de Ma Ying-jeou de la présidence du Kuomintang, l'ancien président du Parti reste perçu comme le responsable des petits et des grands événements internes au Parti et se tiendra sur la même estrade que les candidats du Parti aux élections législatives de la fin de l'année 2007. Une situation qui forcerait Ma Ying-jeou à travailler à une interaction avec le Parti qui lui soit politiquement profitable, alors que celui-ci ne bénéficie plus des ressources du Parti. Enfin, la troisième ligne de front se situerait au niveau de l'opinion publique en direction de laquelle Ma Ying-jeou continue de construire son profil de chef d'État en prenant position sur les questions de l'intégration entre les deux rives du détroit et de la croissance économique.

Pour le *Xin Taiwan xinwen zhokan* et le *Taiwan News*, proches de la majorité présidentielle, Ma Ying-jeou fait preuve d'une férocité politique qui serait à l'origine de la réouverture des hostilités au sein du Parti. Un point de vue aussi évoqué, mais de manière moins critique, par le *Xinxin Wen* selon lequel la brusque déclaration de candidature de Ma Ying-jeou aurait bouleversé les ambitions présidentielles de Wang Jyn-ping dont les équipes seraient discrètement entrées en campagne dès le mois de décembre, au sein du Parti et dans les districts de province. Pour le *Xin Taiwan xinwen zhokan*, Ma Ying-jeou n'aurait ainsi aucun scrupule à écarter par tous les moyens ceux qui se présenteront sur la route qui mène à la présidence de la République, et l'affaire des fonds spéciaux de la Mairie a fortement renforcé sa volonté de s'imposer seul au prix même de ses relations avec Wang Jyn-ping. L'article cite à titre de démonstration l'incompréhension de Lien Chan face à la précipitation et à la violence de Ma Ying-jeou. Selon l'article, si la confrontation entre Wang et Ma s'est organisée, au début, autour d'une stratégie de « guerre pour forcer la paix » (*yi zhan bi he* 一戰必和), celle-ci serait en train d'évoluer, sur l'initiative de Ma Ying-jeou, vers une stratégie de « guerre pour obtenir le retrait » (*yi zhan bi tui* 一戰必退). Une analyse, toujours selon l'article, qui serait validée par le fait que Ma Ying-jeou a

47. Ma Ying-jeou est suspecté d'avoir profité d'une somme totale de 11 millions de dollars taiwanais, soit 333 000 dollars américains et est mis en examen pour corruption.

48. Voir *China Analysis* numéro 1, septembre-octobre 2005, « La prise de pouvoir de Ma Ying-jeou au Kuomintang, un destin présidentiel ? »

49. *Taipei Times*, 13 février 2007, « Ma Starts 2008 Bid After Indictment ».

annoncé, dans le même temps, sa démission de la présidence du Parti et sa candidature à l'élection présidentielle. Enfin, ultime objet de tension, Ma Ying-jeou tenterait, avec l'aide du secrétaire général du Parti, Wu Den-yih (吳敦義)⁵⁰ de mettre en ordre de marche le Kuomintang, dans la perspective de l'élection présidentielle de 2008 au détriment de Wang Jyn-ping, alors que Wu Deng-yi nourrirait l'ambition de prendre la présidence du Parlement. Dans ces conditions, et selon le *Xin Taiwan xinwen zhoukan*, la possibilité d'une confrontation ouverte entre Wang et Ma est de plus en plus élevée, et la capacité de Lien Chan à jouer un rôle de médiateur conciliant d'autant plus faible.

Les trois articles divergent quant à l'étroitesse de la marge de manœuvre de Wang Jyn-ping. Pour le *Taiwan News*, la guerre entre Ma et Wang est inévitable, et Wang Jyn-ping a créé un pôle d'opposition dans le seul dessein de faire revenir Lien Chan dans le jeu. Pour le *Xinxin Wen*, Wang Jyn-ping militerait très activement sur le retour de Lien Chan pour reprendre l'initiative. Cette stratégie lui permettrait de se repositionner de manière efficace et de créer en même temps une confrontation dont il pourrait maîtriser l'évolution. Wang Jyn-ping aurait ainsi abandonné la course à la présidence du Parti. Une décision qui tire d'abord son explication de la perspective des élections législatives de décembre 2007, et à propos desquelles la tradition taiwanaise veut que le président du Parti prenne la responsabilité des victoires comme des défaites. Une tâche ingrate, qui risque de lui coûter très cher en vue de l'élection présidentielle de 2008⁵¹, d'après le secrétaire privé de Wang Jyn-ping. Toujours selon le *Xinxin Wen*, le second calcul de Wang Jyn-ping résiderait dans le fait que

cette position haute, au-dessus du Parti, lui donnerait l'occasion de faire peur à Ma Ying-jeou, lui montrant que d'autres courants existent au sein du Parti et ne sont pas forcément favorables à l'ancien maire. Mais de manière plus déterminante encore, il s'agirait pour Wang Jyn-ping d'obtenir, par l'intermédiaire de négociations tripartites, une définition claire des règles du jeu en vue de l'élection présidentielle et d'éviter de tomber dans le piège des élections primaires fondées sur les sondages qui avaient permis à Ma Ying-jeou d'emporter la présidence du Parti en juillet 2005. Les équipes de Wang Jyn-ping seraient arrivées à la conclusion selon laquelle le phénomène « Ma Ying-jeou est le seul à représenter le Kuomintang » serait en train de s'effriter, alors que la perspective d'une condamnation de Ma Ying-jeou, à une peine supérieure à dix ans de prison, le rendrait inéligible selon les termes de la loi électorale. Le *Xin Taiwan xinwen zhoukan*, de son côté, qualifie la position de Wang Jyn-ping de dilemme politique. Dans un tel cadre, la perspective d'une collaboration serait la moins pire : en effet, face à une situation que Ma Ying-jeou continue de contrôler, Wang Jyn-ping ne peut prendre le risque d'endosser le rôle de celui qui aura divisé le Parti en refusant la collaboration ; et en cas de conflit ouvert entre les deux hommes, Wang Jyn-ping n'a pas vraiment d'issue de secours, à l'inverse de Ma Ying-jeou, qui n'exclut pas une candidature indépendante.

Les trois articles abordent ensuite le rôle de Lien Chan et sa marge de manœuvre. Selon le *Xinxin Wen*, comme le *Taiwan News*, Lien Chan est conscient de l'influence qu'il peut jouer pour amener la collaboration entre les deux hommes et assurer l'union dans le Parti. Cela s'était déjà produit en début d'année avec la rencontre entre les trois hommes et les points de consensus qu'ils avaient réussi à dégager⁵². Bien qu'aucun résultat concret ne soit sorti de cette rencontre, c'est Lien Chan qui avait permis de faire avancer l'idée de l'indispensable union et du soutien au candidat le plus à même de l'emporter en 2008. Mais à partir du moment où Wang Jyn-ping réclame le retour de Lien Chan et que certains sont prêts, dans le Parti, à soutenir Lien Chan dans le cadre des élections primaires pour la Présidence du Parti, les factions des deux hommes vont entamer une guerre de tranchée qui risque de dégénérer et l'attitude de Lien Chan sera

50. *Taipei Times*, 14 janvier 2003, « New KMT Secretary-General not to Everyone's Taste » Wu Den-yih a débuté sa carrière politique en 1973 comme député, à l'assemblée municipale de Taipei. Il a ensuite été élu chef du district de Nantou en 1981, avant de diriger le comité municipal du KMT (Kuomintang) dans la capitale, de 1989 à 1990. Nommé maire de Kaohsiung en 1990, il y a été élu pour un second mandat en 1994. Il est député depuis 2002 et a été nommé par Ma Ying-jeou au poste de secrétaire général du KMT le 5 janvier 2007. Il a notamment pour tâche d'améliorer les relations entre les députés et le Parti.

51. La gestion des investitures des candidats à la députation est une tâche délicate où la possibilité de se créer des ennemis est supérieure à celle de se créer des soutiens.

52. *Taipei Times*, 5 mars 2007, « Ma, Lien Decide to Ditch Presidential Joint Ticket Strategy ».

certainement celle du retrait. Le point clé est donc la manière dont Ma Ying-jeou va réagir à la perspective de voir Lien Chan devenir président du Parti. Lien Chan cherche d'abord à vérifier le degré de sincérité de Ma Ying-jeou dans la perspective de son retour à la présidence du Parti, puis à estimer l'espace dont il dispose pour jouer le rôle de médiateur. Lien Chan fait donc le calcul de conserver une certaine flexibilité pour éviter de perdre son rôle de médiateur, mais aussi de provoquer cette désunion. L'affaire des fonds spéciaux de la Mairie crée une incertitude dont personne n'est certain de l'issue. Dans ces conditions, la stratégie de Lien Chan est de préférer le silence à l'action. Dans le même esprit, le *Xin Taiwan xinwen zhoukan* et le *Taiwan News* voient un problème dans la stratégie de Lien Chan, qui vise à recréer la paix au sein du Parti et à utiliser la guerre avec Ma Ying-jeou pour le forcer à se retirer. L'article considère la stratégie comme maladroite et cite la rencontre entre les deux hommes du 5 mars à l'issue de laquelle Ma Ying-jeou a déclaré qu'il existait deux points de consensus entre lui et Lien Chan : la nécessité de l'union pour

le choix du candidat à investir et la nécessité d'une candidature unique. Mais la volonté de Lien Chan était d'imposer à Ma Ying-jeou un « groupe unique » (一組 yi zhu) plutôt qu'une « personne » (一人 yi wei).

À la différence du Xinxin Wen, qui conserve un silence prudent sur la question, le *Xin Taiwan xinwen zhoukan* et le *Taiwan News* concluent à la présence d'une logique travaillant à une division du Kuomintang, à moins qu'un des deux hommes ne fasse une concession. Le *Taiwan News* évoque en guise de conclusion une sortie de crise, par l'intermédiaire d'une élection primaire entre Ma et Wang arbitrée par Lien Chan. Une issue qui ressemblerait fortement à une sorte de second tour des élections primaires de juillet 2005.

La presse de ce numéro

- ❑ *Caijing* (Finance et Économie): revue bimensuelle d'actualité économique et financière basée à Pékin
- ❑ *21 shiji jingji baodao*: diffusé à 380.000 ex. par le groupe Nanfang Ribao.
- ❑ *Guoji Wenti yanjiu* (Etude des questions internationales) : revue bimestrielle publiée par l'Institut chinois d'études internationales (CIIS) à Pékin.
- ❑ *Huanqiu shibao* (Global Times): Journal d'actualité internationale publié par le groupe officiel du *Quotidien du peuple* en kiosque les lundi, mercredi et vendredi
- ❑ *Lianhebao*: Un des premiers quotidiens d'information à Taiwan d'obédience nationaliste, il appartient au puissant groupe de presse United Daily News.
- ❑ *People's Daily*: version anglaise de l'organe officiel du Comité central du Parti communiste chinois qui peut publier des articles non parus dans l'édition en mandarin

- ❑ *Ta Kung Pao* (ancien *L'impartial*): quotidien proche du Parti communiste chinois basé à Hong Kong
- ❑ *Wen Wei Po*: Un des principaux quotidiens de Hong Kong, en langue chinoise, proche du Parti Communiste
- ❑ *Xiandai guoji guanxi* (Relations internationales contemporaines): revue mensuelle publiée par le CICIR (Institut chinois d'études internationales contemporaines) à Pékin
- ❑ *Xin Xinwen* (The Journalist): hebdomadaire de Taipei, en langue chinoise
- ❑ *Zhongguo Shipao* (*China Times*): un des trois principaux journaux de l'île, d'affiliation politique ambiguë, plutôt nationaliste

L'équipe

- ❑ **Editeurs :**
François Godement et Michal Meidan
- ❑ **Contributeurs réguliers :**
Michaïl Andreï, Mathieu Duchâtel, François Godement, Hubert Kilian, Michal Meidan, Thibaud Voïta, Joris Zylberman
- ❑ **Et aussi...**
Florence Biot, Camille Bondonis, Cécile Cavoizy, Christine Chaigne, Valérie Demeure-Vallée, Chloé Froissart (CEFC), Gilles Guiheux (CEFC), Églantine Jastrabsky, Aurore Merle (CEFC), Candice Tran-Dai, Jean-Louis Rocca, Ilias Sarsembaev, Émilie Tran (CEFC)
- ❑ **Remerciements :**
CEFC Hong Kong, Françoise Nicolas